

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2024  
Perspectives 2025

N° 557  
Mars 2025

# Économie de l'élevage



## COLLECTE EN HAUSSE EN 2024

freinée par  
les incidents  
climatiques  
et sanitaires

LE MARCHÉ DU LAIT  
Progression de collecte et soutien des prix du lait

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS  
De plus en plus contrastés

PRÉVISIONS 2025  
Recul de production face aux tensions sanitaires et géopolitiques



## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Mylène BERRUYER, Christine GOSCIANSKI, Yannick PECHUZAL, Benoît RUBIN, Julian BELZ, Baptiste BUCZINSKI.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Gwendoline ELLUIN, Mathilde JOUFFROY, Monique LAURENT, Franck LAVEDRINE, Amandine MENET, ainsi que Nathalie SABATTE (CA Mont Blanc) et Sophie TIRARD (CAB);

CNIEL : Benoît ROUYER (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

«La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

•**Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CAB), AUFFRAIS Alice (CA 17/79), ANDRIEU Angélique (CA 05), AUGER Jean Baptiste (CA63), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BERAT Héloïse (CA59/62), BONNARD Alix (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CA 64), CHARPIOT Aurore (CA 39), CHEMIN Anthony (CA 80), CHEVALIER Guillaume (CRA PDL), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DURAND Martine (CA 23), DURANT Soïène (CA 86), DUVERNOY Clotilde (CA IDF), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRY Camille (CA 52), FOLLET Denis (CAB), FOULON François (CA 60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GANGNERON Alexis (CA 81), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GOMAS Anne Laure (CA 17/79), GAYRAL Thierry (CA 46), GEORGEL Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GOURMANEL Richard (CA 31), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), KAUMANN Anais (CA 57).

LARDEREAU Audrey (CIA 25/90), LEBORGNE Gaëtan (CA 02), LEFEVRE Laurent (CA 71), LE GALL Anne (CA 57), LERAY Fanny (CA 14), LE-ROUGE Adélaïde (CA 14), MARTISCHANG Anne Laure (CDA Alsace), MILAN-BALIZEAUX Lisa (CA 55), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MORIN Charlotte (CRA PDL), NAEL Elsa (GAB 44), PACCAUD Philippe (CA 01), PAILLEUX Marie-Claire (CA 63), PASQUIER Diane (CA 16), PETIT Aurore (CA 12), PIC Aurélie (CA 43), PINGUET Juliette (CA 63), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), QUINETTE Mickaël (CRA Normandie), ROCHE Claude (CA 43), RONDEAU Domitille (CRA PDL), SABATTE Nathalie (CA 73/74), SAUNIER Catherine (CA 12), SERGY Agathe (CAB), TEN-DILLE Régine (CA 43), TIRARD Sophie (CAB), VABRE Marion (CA 12), VAYE Hugo (CE 37), VERMEULEN Alexandre (CA 08), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGIER Vincent (CA 15), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIRELY Thais (CA 69), VIVANT Marthe (CA 41), ZIELINSKI Coralie (CRA PDL), ZSITKO Jean-Marc (CA 54)..

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Confédération Nationale de l'Élevage



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**

# Collecte en hausse en 2024, freinée par des incidents climatiques et sanitaires

L'année 2024 a été marquée par des événements climatiques et sanitaires qui ont affecté la production laitière.

En 2024, la collecte laitière en France a progressé, soutenue par les fourrages qualitatifs de 2023 et une complémentation alimentaire rendue plus accessible par la baisse des coûts des intrants alimentaires. Toutefois, la mise à l'herbe a été contrariée par un printemps très pluvieux. Par ailleurs, la FCO a freiné la dynamique dans le Nord et l'Est du pays à partir de septembre.

À l'échelle européenne, la production laitière a également montré des signes de reprise, portée par la Pologne, la France et l'Italie. Toutefois, certains pays, tels que l'Allemagne et les Pays-Bas, ont observé des baisses significatives de leur production.

Partant d'un niveau en net repli début 2024, les prix du lait se sont redressés tout au long de l'année, soutenus par une demande intérieure robuste. En moyenne annuelle, le prix du lait en 2024 reste inchangé par rapport à 2023. Dans l'UE, les prix ont globalement augmenté en moyenne annuelle, atteignant 484 €/tonne en moyenne, grâce à une demande mondiale dynamique pour les matières grasses, particulièrement le beurre.

Côté consommation, les achats de produits laitiers par les ménages français ont bien résisté en 2024. Cependant, la consommation totale, calculée par bilan, a diminué, en raison de la contraction de la demande des industriels utilisateurs d'ingrédients laitiers. À l'échelle de l'UE, la consommation totale calculée par bilan a rebondi, enregistrant une progression de 1%, à 132 millions de tonnes. Cette hausse a été favorisée par une croissance démographique soutenue et une inflation alimentaire plus modérée, permettant aux produits laitiers de se maintenir comme une alternative abordable aux autres sources de protéines animales.

En 2024, les revenus des éleveurs laitiers français sont restés stables ou en léger retrait. Cette diminution est d'autant plus marquée que la part des cultures de vente dans l'assolement est élevée. Le produit issu de la vente du lait a progressé, sauf dans les élevages de montagne et de piémont du sud. Si la baisse des coûts des aliments et des engrais a allégé les charges opérationnelles, les charges de structure ont poursuivi leur hausse. En moyenne, les résultats des exploitations ont dépassé 30 000 €/UMO exploitant.

Malgré la résilience affichée en 2024, la production laitière pourrait amorcer un repli en 2025 sous l'effet de multiples facteurs. Entre épizooties (FCO, fièvre aphteuse), tensions géopolitiques et économiques, la collecte dans l'UE-27 pourrait reculer de 1%.

## SOMMAIRE

### 2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

### 4/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Rebond de la collecte, résistance des achats des ménages et dynamisme à l'export

### 10/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio des montagnes et piémonts du Sud

### 22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Léger rebond de la collecte européenne en 2024

### 32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2024

### 36/ LES PRÉVISIONS 2025

La production européenne sous la pression des épizooties et des troubles géopolitiques

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

## HIVER

### Reprise de la collecte laitière en France

Après 3 années de recul, la collecte française a renoué avec la croissance en 2024. Depuis décembre 2023, elle est repartie à la hausse, stimulée par la très bonne qualité des maïs récoltés en 2023.



### Hausse de la demande étasunienne en beurre

Après deux années compliquées en termes de gestion des fabrications et des prix, les opérateurs étasuniens ont commencé à constituer des stocks afin d'anticiper les besoins pour les fêtes de fin d'année dont Thanksgiving. Les cours mondiaux se sont fortement redressés. C'est également le cas en Europe.



**Manifestations agricoles massives** contre la surtransposition des réglementations, l'excès de contrôles sur les agriculteurs et la faiblesse des revenus.

## PRINTEMPS

### Un prix du lait stable en France

Au premier semestre, le prix du lait standard en France s'est maintenu autour de 450 €/1 000 litres. Depuis mars, il est à nouveau inférieur au prix allemand.

### L'accord UE NZ s'applique

L'accord de libre-échange (ALE) entre l'UE et la Nouvelle-Zélande est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai. Il prévoit l'ouverture de contingents (beurre, fromages, poudres) par l'UE dès 2024, dans des volumes croissants jusqu'en 2031. Fonterra, numéro un des produits laitiers en Nouvelle-Zélande, se voit octroyer une large majorité des contingents (85% des volumes).

### Un printemps très humide

L'exploitation des premiers cycles d'herbe a été particulièrement complexe. De plus, de grandes difficultés ont été rencontrées pour l'implantation des cultures de printemps.

**Légère détente des prix des intrants** (aliments, engrais, carburants) tout au long de l'année.

## ÉTÉ

### Récoltes de foin perturbées par le climat

Au printemps, les fortes pluies ont retardé les premières coupes de foin. La récolte n'a finalement eu lieu qu'au moment habituel des secondes coupes, avec une qualité altérée. L'herbe a poussé presque sans interruption durant l'été, sans sécheresse ni canicule.



### Très bonne tenue de la consommation des produits laitiers

Les ventes en magasins se sont bien tenues : si celles des laits conditionnés ont baissé, les ventes de crème et de produits ultra-frais ont connu une forte dynamique, et celles des fromages et du beurre ont également progressé. En revanche, les ventes de produits laitiers bio sont restées en recul.



**Les chantiers d'ensilage des maïs** ont été retardés mais la qualité semble correcte.



Très net ralentissement de l'inflation alimentaire en 2024 (+1,4% /2023).

## AUTOMNE

### Rebond de la collecte en France freinée par des incidents sanitaires

Depuis la fin septembre, des baisses de collecte ont été observées dans le Nord et l'Est de la France, régions fortement impactées par la FCO, ce qui a freiné la dynamique positive de la collecte laitière française.

### La multiplication des épizooties dans l'UE affole le marché du beurre

La multiplication des épizooties à la fin de l'été (MHE et FCO) a poussé certains opérateurs à l'achat en anticipation de pénuries liées à un potentiel recul de la collecte, amplifiant ainsi la hausse du prix du beurre qui a dépassé en octobre le record de 2022.

### L'UE signe l'accord de libre-échange avec le Mercosur,

contre l'avis des agriculteurs européens, de la France, de la Pologne et d'autres pays. L'accord reste non ratifié à ce jour.

**La FCO** a affecté la productivité des vaches et provoqué des problèmes de fertilité.

# 2

## PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

### Rebond de la collecte, résistance des achats des ménages et dynamisme à l'export

En 2024, la collecte laitière française a progressé. Elle a toutefois été freinée par la FCO, à partir de septembre dans le Nord et l'Est.

Le prix du lait est resté stable, soutenu par une demande nationale solide. Les charges en élevage ont diminué mais restent à un niveau élevé. La marge MILC a continué de croître.

Les volumes de matière utile disponibles pour la transformation ont légèrement augmenté et les fabrications ont été dynamiques.

Du côté de la demande, les achats de produits laitiers par les ménages ont bien résisté, mais la consommation totale a reculé.

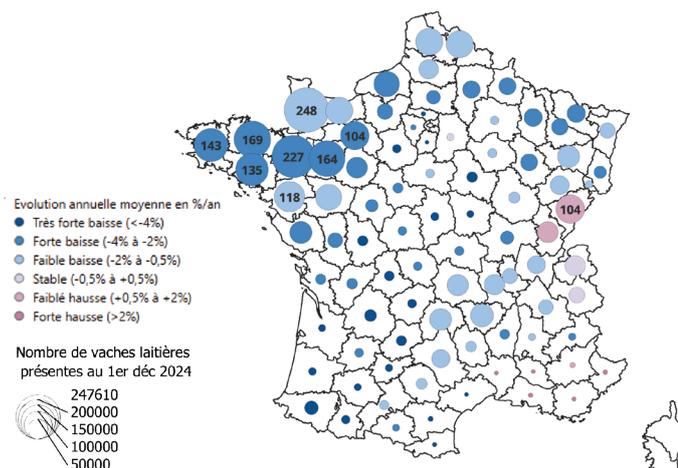
La collecte de lait bio a poursuivi son recul, dans un contexte de baisse des ventes en magasins généralistes.



**-2,1%**

**C'est la baisse du cheptel laitier en 2024.**

**FIG. 1 : CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2024**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-NORMABEV - Actualisation janvier 2025  
Cartographie QGIS

#### Le repli du cheptel laitier s'est poursuivi en 2024

Pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive, le cheptel national de vaches laitières a poursuivi son déclin en 2024. En décembre, il s'élevait à 3,3 millions de têtes, en recul de 2,1% par rapport à décembre 2023, soit une perte de près de 70 000 têtes. La baisse s'est accentuée en fin d'année sous l'effet de la pression sanitaire. Depuis son pic de décembre 2014 (3,83 millions de têtes), le cheptel a diminué de 13,7%, soit 526 000 têtes en moins.

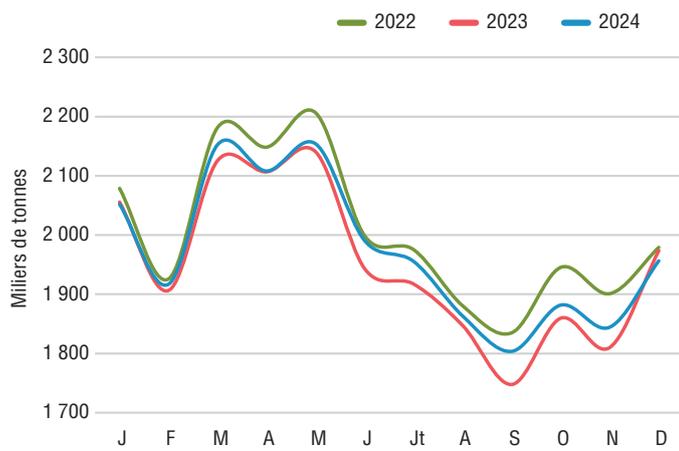
Le cheptel du Sud-Ouest a confirmé son fort repli (Fig.1), avec des baisses marquées en Nouvelle-Aquitaine (-4,1%) et en Occitanie (-2,4%). Malgré une déprise laitière toujours prononcée, le recul y est cependant légèrement moins marqué qu'en 2023. En Bretagne, 1<sup>ère</sup> région laitière, la décroissance engagée depuis 2019 s'est poursuivie avec 18 000 vaches en moins en 2024 (-2,6% /2023), notamment dans le Finistère et le Morbihan. En Pays de la Loire, la Vendée affiche un recul marqué (-2,8% /2023), portant à 28% la baisse depuis 2015. La Normandie résiste mieux (-2,3%), notamment dans la Manche et le Calvados.

Le Nord et l'Est de la France ont connu une dynamique laitière favorable en 2024, avec même des hausses de cheptel en Bourgogne-Franche-Comté. Toutefois, la FCO a fortement touché ces zones en fin d'année, freinant cet élan. Le recul du cheptel a atteint 1,8% dans les Hauts-de-France, 0,9% en Auvergne-Rhône-Alpes et 2,6% dans le Grand Est. Certains départements enregistrent néanmoins une progression : le Doubs (+1,1%), le Jura (+0,9%) et la Haute-Savoie (+0,1%).

La Manche demeure le premier département français en effectifs de vaches laitières, devant l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor et la Mayenne.

## COLLECTE ET PRIX 2024

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

**En 2024, la collecte laitière française a rebondi, portée par les fourrages très qualitatifs de 2023. Le maintien du prix du lait à son niveau de 2023 a également favorisé une meilleure complémentation alimentaire, d'autant plus accessible grâce à la baisse des prix des céréales, des concentrés et des correcteurs azotés. Cependant, à partir de fin septembre, la FCO a fortement affecté les régions du Nord et de l'Est, entraînant un ralentissement notable de la collecte.**

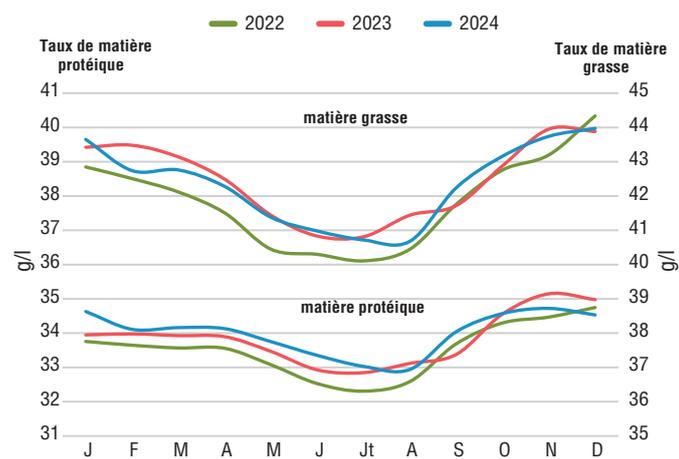
### Rebond de la collecte annuelle

La collecte française a affiché une progression de 1% /2023 après trois années consécutives de baisse (Fig.2). En 2024, le volume collecté est remonté à 23,66 millions de tonnes, en recul de 6,4% comparé à 2014, année record pour la collecte nationale. La collecte de lait bio a représenté 5,1% du total, marquant une deuxième année de recul. La collecte de lait non biologique, à 22,44 millions de tonnes, a augmenté de 1,3% /2023. La part de la France dans la collecte laitière de l'UE a légèrement progressé pour atteindre 16,4%, bénéficiant du recul des livraisons en Allemagne et aux Pays-Bas. En Pologne, la collecte a continué sa progression.

La marge MILC a poursuivi sa hausse en 2024, prolongeant la dynamique des années 2022 et 2023 pour atteindre 1 64 €/1 000 l en décembre. Les charges d'élevage, d'après l'IPAMPA lait de vache, ont légèrement diminué mais restent élevées, tandis que le prix du lait est resté stable par rapport à 2023. Ce prix incitatif a soutenu la collecte, favorisée par la qualité des maïs récoltés en 2023, d'excellentes conditions de pâturage durant l'été et un accès facilité aux aliments grâce à la baisse des prix des céréales, des concentrés et des correcteurs azotés.

Toutefois, le dernier trimestre a été marqué par des reculs importants dans les régions touchées par la fièvre catarrhale ovine (FCO). La FCO a entraîné une baisse de productivité des vaches malades, des avortements et une forte mortalité des veaux, impactant la production sur le long terme. Malgré cela, la collecte a progressé dans le Grand Ouest (+2,2% en Pays de la Loire, +1,7% en Bretagne, +1,2% en Normandie). À l'inverse, elle a reculé en Nouvelle-Aquitaine (-0,7 %) et en Occitanie (-1,1%). Les régions du Nord et de l'Est, qui affichaient une bonne dynamique avant l'apparition de la FCO, ont vu leur collecte affectée. Le Grand Est a néanmoins enregistré une belle progression (+2,3%), tandis qu'en Bourgogne-Franche-Comté, la collecte a reculé de 0,4%, et en Hauts-de-France, elle a progressé de 0,4%.

FIG. 3 : ÉVOLUTION DES TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE ET GRASSE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

### Rendements et composition en hausse

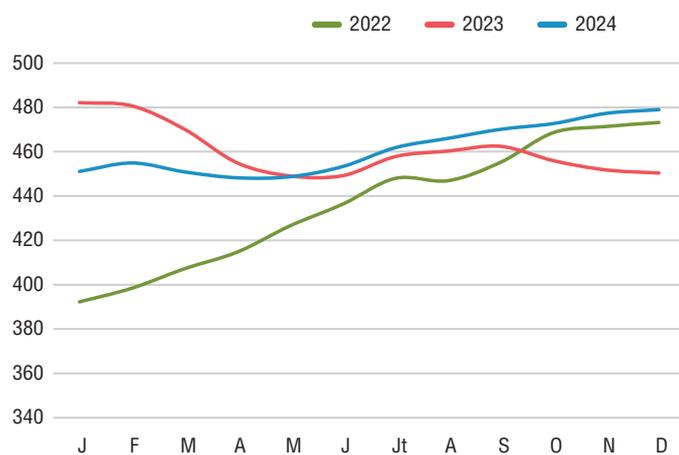
Le rendement apparent du cheptel laitier français a fortement progressé en 2024 (+4,9% /2023), pour approcher 7 700 kg/ML/an, grâce à la qualité des fourrages récoltés en 2023. Son évolution reste irrégulière, influencée notamment par l'alimentation et les aléas climatiques ou sanitaires. En 2024, la teneur en matière grasse du lait (Fig.3) a légèrement diminué à 42,36 g/l (-0,1 g/l), tandis que la teneur en matière protéique a progressé à 34,00 g/l (+0,15 g/l). Cette légère amélioration des taux a contribué à une augmentation supplémentaire de la collecte laitière en matière solide utile (+1,1% /2023).

### Un prix du lait stable en 2024 en moyenne annuelle

Le prix du lait départ ferme en France s'est redressé au fil des mois (Fig.4), porté par la solidité de la demande en produits laitiers de grande consommation sur le marché national. Le prix du lait standard (38-32), toutes qualités, a atteint 461 €/1 000 l en moyenne sur l'année (= /2023). Quant au prix du lait payé aux livreurs (teneur réelle tout type de lait confondu), il s'est établi à 489 €/1 000 l en moyenne (+1€/2023)

Après une stabilité au premier semestre, une hausse continue s'est amorcée au second, atteignant 479 €/1 000 l en décembre. En Europe, les prix du lait ont renoué avec une dynamique haussière en 2024. En Allemagne, le lait conventionnel a dépassé le prix français dès mars, portant l'écart à 64 €/1 000 l en décembre.

FIG. 4 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYREUX)

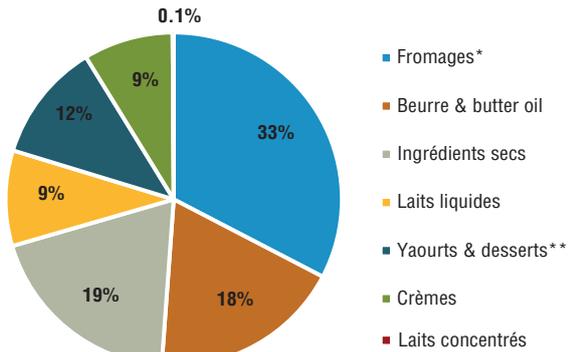


Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

# 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

## COLLECTE ET FABRICATIONS 2024

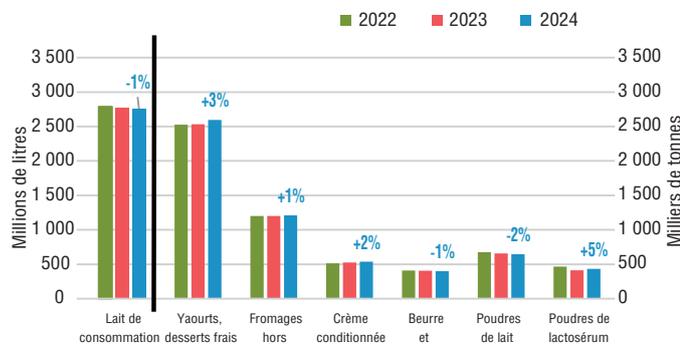
FIG. 5 : UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2024)



\* hors fromages blancs  
 \*\* y compris fromages blancs

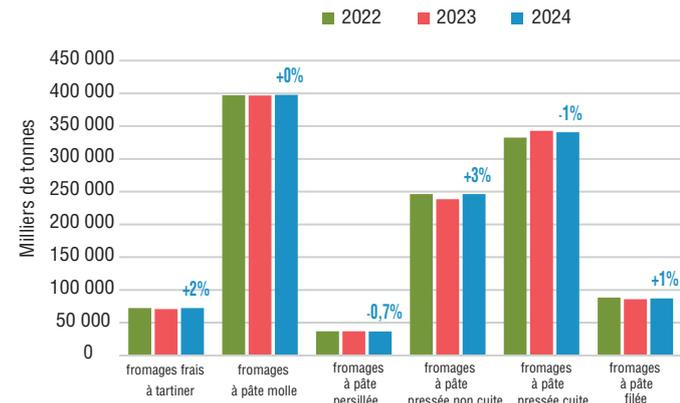
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 6 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 7 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2024, la matière utile à disposition des transformateurs a légèrement progressé (+0,6% /2023). Cette évolution s'explique par une collecte en augmentation (+1%) et malgré des exportations de lait en vrac qui ont doublé sur l'année.

Les fabrications ont été dynamiques pour tous les produits laitiers à l'exception des poudres et du lait conditionné.

### Recul des fabrications de lait conditionné

Les fabrications de laits conditionnés (Fig.6) ont reculé en 2024 (-0,7% /2023). La baisse tendancielle en lait UHT s'est confirmée (-0,6% /2023) tandis que les fabrications de lait infantile ont enregistré une nette diminution (-5,3%).

### Bonne dynamique pour l'ultra frais

Les fabrications de produits ultra frais ont progressé de +2,5% /2023. La production de yaourts s'est montrée soutenue (+2,4%) tout comme celle des desserts lactés frais (+2%). Les fabrications de fromages blancs ont quant à elles enregistré une nouvelle progression (+3,7%).

### Plus de crème conditionnée et de beurre de consommation

Les fabrications de crèmes conditionnées ont maintenu leur croissance (+2,2% /2023) portée par une demande intérieure robuste et des exportations en hausse. Les crèmes fraîches allégées, plébiscitées par les consommateurs, ont connu une progression appuyée (+7%). Les fabrications de beurre et MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont reculé de -1,3% /2023. Si la production de beurre de consommation a légèrement augmenté (+0,5%), soutenue par une reprise des achats en magasin, celle du beurre anhydre a nettement chuté (-15,7%).

### Des fabrications de fromages en hausse

Les fabrications de fromages ont progressé de 1,7% en 2024, stimulées par une hausse des exportations (+6%) et une augmentation des achats des ménages (+1,4%).

Les fabrications de fromages à pâte molle (30% de la MSU fromagère) sont restées stables (Fig.7) bien que certains segments aient reculé, notamment les bries et coulommiers (-2,5%). Les pâtes persillées (-0,7%) et les pâtes pressées cuites (-0,6%) ont enregistré une légère baisse, avec un repli marqué pour l'emmental (-0,7%) et le Comté (-3%), tandis que la production de Beaufort est restée stable.

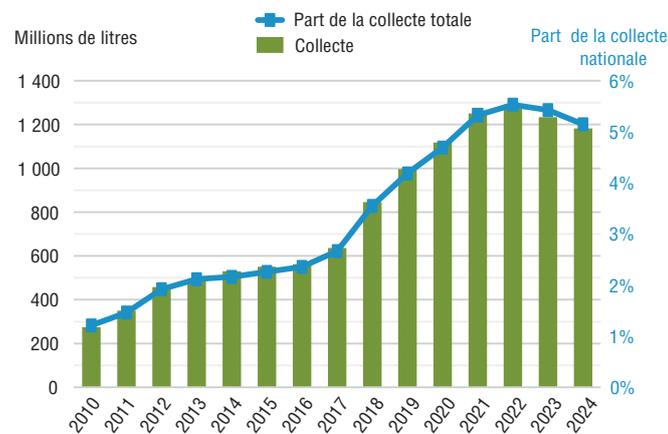
À l'inverse, les autres catégories ont connu une belle progression. Les fabrications de pâte pressée non cuite (22% de la MSU fromagère) ont affiché une hausse de 3,3% /2023, soutenue par les fromages de type Cantal (+5,7%) ainsi que les tommes, Saint-Nectaire et Morbier (+1,2%). Enfin, les fabrications de fromages à pâte filée (type mozzarella) ont progressé de 1,3%.

### Repli des fabrications de poudres de lait et de beurre ingrédients

Les transformateurs ont réduit leurs fabrications de poudre de lait (-1,9%) et de beurre destiné à l'industrie agroalimentaire (-2,1%). En revanche, la production de poudre de lactosérum a connu une progression notable (+4,9%), tout comme celle des caséines (+3,3%).

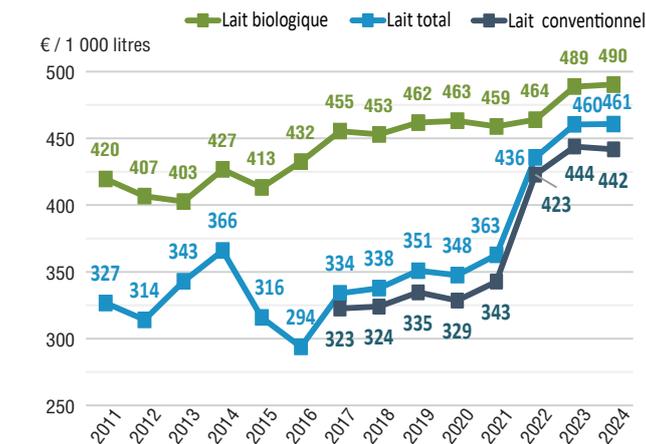
## LAIT BIOLOGIQUE 2024

FIG. 8 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



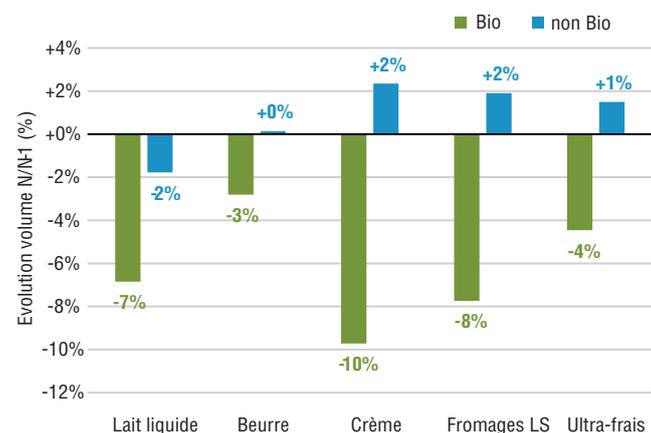
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après EML FranceAgriMer

FIG. 9 : ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL\* DU LAIT BIO (STANDARD 38/32)



\* Prix mensuels pondérés par la collecte  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après EML FranceAgriMer

FIG. 10 : ÉVOLUTION DES VENTES DE PRODUITS LAITIERS BIO ET NON BIO EN VOLUME EN MAGASINS GÉNÉRALISTES (2024/ 2023)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CNIEL et CIRCAN

**Pour la deuxième année consécutive, la collecte de lait bio a reculé en France. En grande majorité, les laiteries ont soutenu les prix du lait aux éleveurs. Les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes ont poursuivi leur recul entamé en 2021**

### Collecte bio en repli

En 2024, la collecte française de lait bio est descendue à 1,18 milliard de litres, en repli de 4,2% /2023 (Fig.8). C'est la deuxième année de recul après plusieurs années de croissance ininterrompue. Cette baisse de la collecte s'explique par le très faible nombre de conversions, des arrêts d'ateliers laitiers et des arrêts de certification. Le nombre de livreurs de lait biologique, qui avait atteint un sommet en juin 2022 avec plus de 4 300 livreurs (source : FranceAgriMer), n'a cessé de diminuer depuis pour s'établir à 3 860 livreurs en décembre 2024 (-10,7% /juin 2022), soit 9,4% des livreurs français. Par ailleurs, les conditions météorologiques ont pesé lourdement sur la production. Un printemps particulièrement pluvieux a perturbé le pâturage des vaches, réduisant leur productivité. Néanmoins, la seconde moitié de l'année a été plus clémente : les bonnes conditions de pâturage, jusqu'à très tard dans l'année, ont compensé la mauvaise qualité des fourrages récoltés et permis de retrouver des rendements laitiers plus satisfaisants. A l'exception de la Normandie, qui a stabilisé sa collecte bio, la production de lait bio a reculé dans les autres régions françaises. Le repli a atteint -3,8% en Pays de la Loire et -1% en Bretagne. L'amélioration des taux butyriques et protéiques a cependant permis d'atténuer légèrement la baisse de la collecte (-3,9% /2023 en MSU). Depuis trois ans, l'écart avec le prix du lait conventionnel s'est réduit, atteignant 48 €/1 000 L en 2024, contre 130 € habituellement.

### Un prix du lait bio préservé en 2024

En 2024, le prix du lait bio 38/32 a progressé en moyenne de 1 €/1 000 l. Il s'est établi sur l'année à 490 €/1 000 l (moyenne pondérée par les volumes) en hausse de +0,3% /2023 (Fig.9). Les écarts entre laiteries restent cependant marqués. Malgré un contexte de marché difficile, le prix du lait bio s'est maintenu. À 520 €/1 000 l, le prix réel payé aurait progressé de 2 €/2023 (+0,4%), grâce à une amélioration du taux butyreux moyen d'une année sur l'autre (+0,21 g à 42,47 g/l), ainsi que d'une augmentation plus modérée du taux protéique (+0,2 g à 32,92 g/l).

### Un recul des fabrications

Les fabrications de produits laitiers bio ont reculé à un rythme comparable à celui de la ressource laitière bio. L'utilisation de matières grasses a décliné (-5% /2023) avec une baisse appuyée des fabrications de beurre (-8% /2023) et de crème (-7%). L'utilisation de matières protéiques a aussi diminué (-2%) en raison des baisses de fabrications de lait conditionné (-3%), de fromages frais (-4%) et autres fromages (-5%). Le taux de déclassement en lait conventionnel est resté élevé en 2024, atteignant parfois presque 50% dans certaines laiteries.

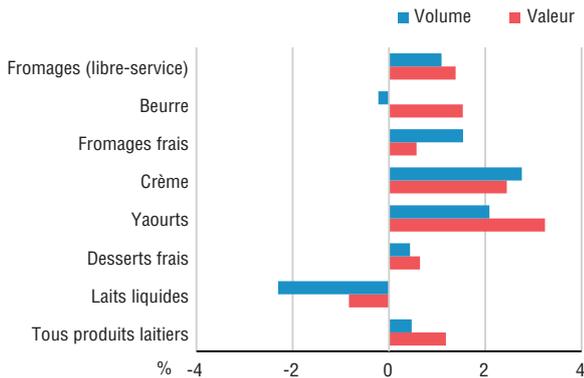
### Une consommation des ménages toujours en repli

Le recul des ventes en volume de produits laitiers bio aux ménages en magasins généralistes, amorcé en 2021, s'est poursuivi en 2024 (Fig.10). Les fromages (-8% /2023) et les crèmes conditionnées (-10%) ont subi les baisses les plus fortes. Les catégories les plus ancrées dans la consommation bio ont mieux résisté : -7% pour les laits conditionnés, -3% pour le beurre et les yaourts. Les évolutions de prix en magasin sont restées contenues, oscillant entre -1% et +3% selon les produits en 2024. Les prix de l'ultra frais bio et des fromages bio ont reculé de 1%.

## 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

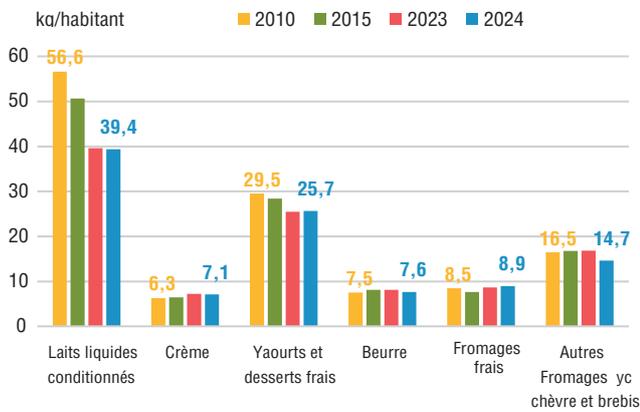
### CONSOMMATION FRANCE 2024

FIG. 11 : ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN MAGASINS GÉNÉRALISTES ET DRIVE EN FRANCE (% /2023)



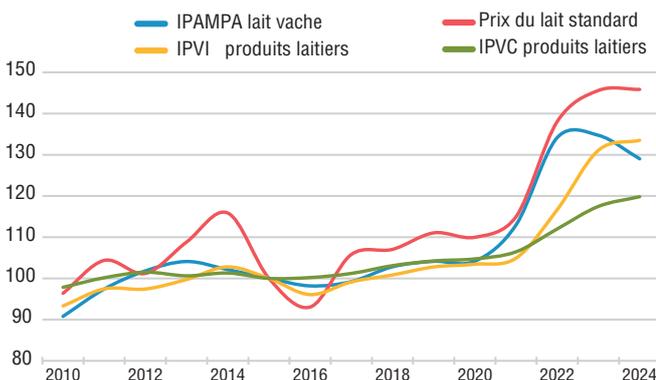
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CIRCANA-CNIEL

FIG. 12 : ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgrimer et Eurostat

FIG. 13 : INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2015)



\*IPVI = Indice Prix de Vente Industriel INSEE  
 \*\*IPVC = Indice Prix de Vente aux Consommateurs INSEE  
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

En 2024, les achats de produits laitiers par les ménages ont plutôt bien résisté. La consommation individuelle, tous produits et circuits confondus, mesurée en équivalent lait par bilan, a néanmoins reculé de 2,8% /2023.

#### Bonne résistance des achats des ménages en 2024

D'après les données CIRCANA, les ventes de produits laitiers en magasins généralistes en France ont progressé de 0,5% /2023 en volume en équivalent lait et de 1,2% en valeur. Cette reprise fait suite à une année 2023 marquée par la stabilité des ventes malgré une forte inflation des prix. Les achats de crème ont particulièrement rebondi (+2,8%), tout comme celles de yaourts (+2,1%) et de fromages en libre-service (+1,1%) (Fig.11). En revanche, la consommation de lait liquide a poursuivi son déclin (-2,3%), tandis que celle du beurre est restée quasi stable (-0,2%).

#### Contraction de la consommation apparente de lait et produits laitiers

D'après nos estimations par bilan, la consommation apparente de lait et produits laitiers s'établirait à 289 litres équivalent lait par Français en 2024 (-2,8% /2023). Si les achats des ménages sont restés dynamiques, la demande des industriels utilisateurs d'ingrédients laitiers s'est contractée. Les ventes à la Boulangerie Viennoiserie Pâtisseries industrielles ont notamment enregistré un recul en France. Et des opportunités à l'export se sont présentées pour le beurre français en raison du déclin des fabrications irlandaises et alors que les prix de cet ingrédient laitier était soutenu sur les marchés internationaux.

La consommation de laits liquides conditionnés s'est élevée à 39,4 l/habitant en 2024 (-0,6% /2023) soit un recul de 12 litres en 10 ans (Fig.12). La consommation apparente de beurre a baissé à 7,6 kg/hab. Elle est globalement assez stable dans le temps. Cette baisse s'explique par le recul de son utilisation dans l'industrie agroalimentaire, tandis que les achats des ménages se sont maintenus. La consommation de crème s'est contractée à 7,1 kg/habitant, un repli lié à la baisse des achats par les industriels, alors que la demande des ménages est restée dynamique. Sur le long terme, la tendance demeure néanmoins légèrement haussière.

La consommation de yaourts et desserts frais a sensiblement progressé à 25,7 kg/hab. Après plusieurs années de déclin, la consommation semble se stabiliser. La consommation de fromages frais a poursuivi sa progression (+3% à 8,9 kg/habitant) tandis que celle des autres fromages (tous lait confondus) s'est nettement rétractée en 2024 de -13% à 14,7 kg. À long terme, la consommation individuelle de fromages tend à stagner.

#### Légère hausse des prix sortie usine

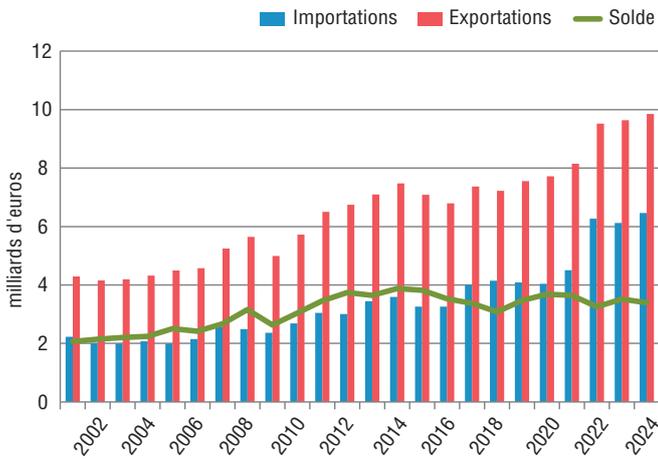
Les prix des produits laitiers à la sortie des usines (Fig. 13) ont légèrement progressé, notamment celui du beurre (+4,8%). Les prix vers la grande distribution ont augmenté de 2,3%, tandis qu'ils ont reculé à l'export (-2,8%) et pour l'industrie agroalimentaire (-1,3%).

En rayon, les prix au détail des produits laitiers ont progressé de 1%, avec des hausses plus marquées pour le lait demi-écrémé (+2,3%) et le beurre (+2,2%).

L'IPAMPA lait de vache (presque 70% des charges en élevage) a reculé de 4,2%. Cette baisse a été continue, bien que d'autres charges non prises en compte dans l'IPAMPA aient poursuivi leur hausse.

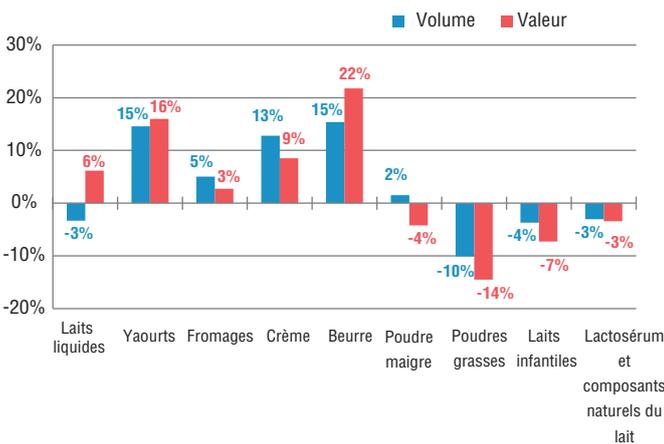
## COMMERCE EXTÉRIEUR 2024

FIG. 14 : COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



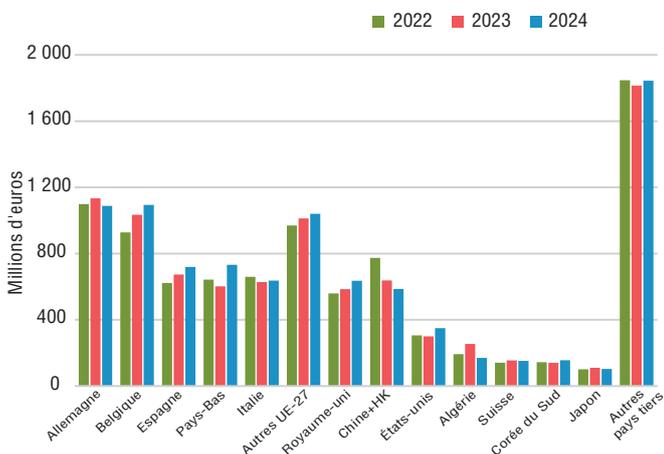
Source : GEB - Institut de l'Élevage l'Élevage d'après TDM

FIG. 15 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2024 (% /2023)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Business France

FIG. 16 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

L'excédent commercial laitier français s'est amélioré en volume mais pas en valeur en 2024. Les exportations de produits laitiers ont progressé en volume en équivalent lait (+6,4% /2023) tirées par les matières grasses. Les volumes importés ont en revanche reculé (-1,4% /2023 en équivalent lait).

### Dégradation de la balance commerciale

En 2024, l'excédent commercial s'est détérioré, de 4% /2023, à 3,39 Mds € (Fig. 14). Les exportations ont progressé en valeur (+2,2% /2023), mais les importations ont augmenté plus significativement (+5,5%). Les exportations ont enregistré une forte croissance, tant en volume qu'en valeur, en crèmes, yaourts, beurre et lait vrac. En revanche, la valeur des exportations d'ingrédients secs, poudre maigre de lactosérum, caséine a chuté. La valeur des importations de lait conditionné a considérablement augmenté et celles de beurre et yaourts ont bien progressé.

### Croissance des échanges de matière grasse et recul des ingrédients secs

Les exportations de **lait vrac** ont progressé de moitié en volume, portées par un doublement des flux vers l'Italie et l'Espagne. La Belgique reste le premier débouché (30% des volumes). La valeur des exportations a augmenté de 13%, tandis que les importations ont reculé de 8%, améliorant nettement le solde commercial (+96 M€, +66%). À l'inverse, le **lait conditionné** a poursuivi son repli : les exportations ont baissé de 3% (Fig. 15), alors que les importations, bien que modestes, ont bondi de 28%, réduisant le solde commercial à +36 M€ (-47%).

Les **fromages** demeurent le principal contributeur à l'excédent commercial laitier (1,05 Md €, -1% /2023), représentant un tiers du solde. Les exportations ont progressé (+5% en volume, +3% en valeur, 3,97 Mds €), avec une hausse généralisée sauf pour les fromages râpés (-1%). Les fromages à fondre (+36%) ont bénéficié d'une forte demande italienne et danoise, tandis que les types cheddar et cantal (+21%) ont progressé vers les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Les importations ont augmenté (+6% en volume, +4% en valeur), notamment en provenance de Belgique (+460%) pour les pâtes dures et demi-dures.

La demande soutenue en matières grasses a favorisé les exportations de **beurre** (+15% en volume, +22% en valeur), bien que le déficit commercial s'accroisse (-671 M€). Les importations ont reculé en volume (-5%) mais progressé en valeur (+16%). Les échanges de **crème** se sont intensifiés en 2024 : les exportations ont cru de 13%, notamment vers la Belgique (+34%), la Chine (+24%) et les Pays-Bas (+56%), tandis que les importations ont diminué (-9%), améliorant le solde commercial (+143 M€, +24%).

Les échanges d'ingrédients secs se sont contractés en valeur (-5%), avec un excédent de 1,3 Md €. Le **poudre maigre** a progressé légèrement en volume (+3%) mais reculé en valeur (-2%), la hausse des ventes vers la Libye, le Maroc et l'Égypte compensant la baisse vers l'Algérie. L'excédent commercial des **caséines** et **poudres de lactosérum** s'est légèrement érodé (-1% et -2%), tandis que celui des **poudres grasses** a chuté (-17%, +183 M€). Enfin, les exportations de **poudres de lait infantile** ont reculé (-5%, +762 M€), impactées par la baisse des ventes vers la Chine (-36%) et l'Algérie (-35%), malgré un rebond vers le Royaume-Uni (+35%) et la Belgique (+3%).

### Des exportations dynamiques vers les Pays Bas

La Belgique est devenue le premier marché des produits laitiers français (12% des exportations en valeur), avec une hausse des ventes de 6%, portée par les crèmes et beurres (Fig. 16). L'Allemagne, deuxième destination, a réduit ses achats (-4%). Les exportations ont été très dynamiques vers les Pays-Bas (+22%), particulièrement en beurre et crème, l'Espagne (+7%) et le Royaume-Uni (+9%) où les exportations de fromages, beurre, yaourts ont été renforcées. Hors Europe, la Chine (6% des exportations françaises) a diminué ses achats, sauf pour le beurre. Les États-Unis (3,7%) ont affiché une demande croissante, notamment en beurre et fromages.

# 3

## LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

### 2024 : des résultats de plus en plus contrastés

En 2024, les revenus des éleveurs laitiers sont au mieux stables, parfois en baisse. Cette diminution est proportionnelle à la part des cultures de ventes dans l'assolement. Le produit de l'atelier lait progresse légèrement, sauf pour les élevages de montagnes et piémonts du sud (bio et conventionnels). Le produit viande reste relativement stable, tout comme les aides. Les charges opérationnelles diminuent en raison de la baisse des prix des aliments et des engrais, tandis que les charges de structure augmentent.

En dix ans, les revenus se sont améliorés mais les écarts entre systèmes se sont accentués. Au sein d'un même groupe, les disparités n'ont jamais été aussi marquées. Cette hétérogénéité est le fruit de stratégies de production différentes. L'évolution du contexte économique interroge sur les orientations à venir des exploitations.

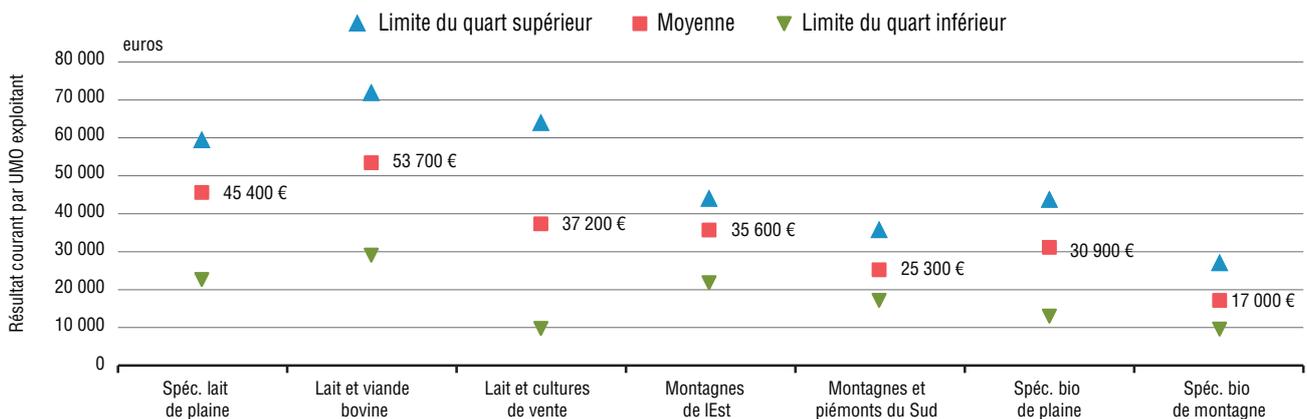
#### ESTIMATIONS DES REVENUS 2024

En 2024, les résultats des exploitations sont estimés au mieux stables voire en baisse par rapport à 2023. Les niveaux moyens des revenus restent néanmoins supérieurs à 30 000 €/UMOex. Cependant, les élevages de montagnes et de piémonts du sud ainsi que les bio de montagne affichent des résultats plus faibles (27 000 €/UMOex et 16 800 €/UMOex respectivement). La situation peut même être considérée comme critique pour ces derniers où le maintien dans la filière bio est souvent en question. L'absence de différenciation du prix du lait par rapport aux élevages de plaine et des coûts production supérieurs pénalisent ces systèmes. Si l'analyse inter système révèle

d'importants écarts en 2024, il existe une forte dispersion des résultats au sein d'un même groupe, notamment dans les élevages de plaine conventionnels et bio (écart entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>ème</sup> quartile). Même si une analyse au cas par cas est nécessaire, ces écarts s'expliquent en grande partie par la maîtrise technique, l'adéquation entre intrants et production, l'efficience des charges ainsi que le niveau d'investissements. Lorsqu'elle est bien maîtrisée, la productivité des facteurs de production joue aussi un rôle important dans ces écarts de résultats en 2024.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2024

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage Bovins Laitiers et variabilité intra système en 2024.

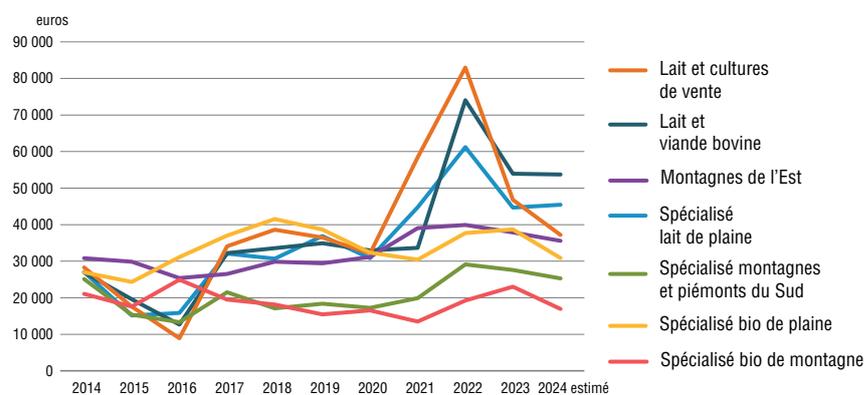


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseau d'élevage et Pôle bio Massif central

## ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES REVENUS

En dix ans les résultats des exploitations ont progressé, mais les écarts entre systèmes se sont accentués. En 2014 les résultats étaient relativement proches et compris entre 20 000 €/UMOex et 30 000 €/UMOex. Avec des conjonctures très défavorables, les années 2015 et surtout 2016 les revenus s'effondrent (< 15 000 €/UMOex). Les élevages bio, bénéficiant d'un prix du lait à la hausse, tirent leur épingle du jeu. Entre 2017 et 2020, il est possible d'observer deux tendances sur l'évolution des résultats. Ils restent stables pour les systèmes de montagne et de piémont (bio et conventionnels), qui ont du mal à accroître leur productivité et subissent des aléas climatiques à répétition tandis que la hausse du prix du lait et les gains de productivité favorisent les systèmes de plaine. À partir de 2021, les évolutions se différencient nettement : en montagne et en bio, la hausse des charges dépasse celle du produit lait, freinant la progression des résultats, alors qu'en plaine conventionnelle, les conjonctures lait, céréales et viande bovine génèrent des revenus records en 2022. La crise des approvisionnements et un retournement de conjoncture grandes cultures vont inverser les courbes de revenus avec de fortes baisses en 2023. En 2024, l'écart entre le système le plus rémunérateur et celui qui l'est le moins dépasse 35 000 €/UMOex alors qu'il était de 10 000 €/UMOex en 2014.

FIG. 2 : ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'élevage et Pôle bio Massif central

nettement : en montagne et en bio, la hausse des charges dépasse celle du produit lait, freinant la progression des résultats, alors qu'en plaine conventionnelle, les conjonctures lait, céréales et viande bovine génèrent des revenus records en 2022. La crise des approvisionnements et un retournement de conjoncture grandes cultures vont inverser les courbes de revenus avec de fortes baisses en 2023. En 2024, l'écart entre le système le plus rémunérateur et celui qui l'est le moins dépasse 35 000 €/UMOex alors qu'il était de 10 000 €/UMOex en 2014.

## UNE PRODUCTIVITÉ DES FACTEURS DE PRODUCTION EN NETTE HAUSSE

### Une production en hausse depuis la fin des quotas laitiers

La fin des quotas laitiers de 2015 a signé un tournant majeur dans les exploitations françaises et la période récente a été marquée par une incertitude économique et climatique croissante, obligeant les agriculteurs à prendre des décisions stratégiques et faire preuve d'adaptabilité sur leurs exploitations. Entre 2014 et 2024, les exploitations laitières françaises ont pour la plupart connu une croissance de leurs capacités de production (surfaces, cheptel, main-d'oeuvre...).

Ainsi, l'agrandissement des cheptels, les gains de productivité animale et l'intensification des surfaces fourragères et même une tendance à la spécialisation laitière ont contribué à l'augmentation des volumes de lait produits dans de nombreuses exploitations. Néanmoins, dans certains cas les volumes livrés se sont à peine maintenus, voir ont même baissé que ce soit par choix (extensification, recherche d'autonomie, facteurs de production saturés...) ou par contrainte. Bien sûr, les stratégies « volumes », ont engendré des mises en tension sur de nombreux facteurs de production au premier rang desquels : la main-d'œuvre. L'organisation du travail a dû être repensée dans de nombreuses situations.

Les collectifs de travail ont évolué à la hausse avec de plus en plus de recours au salariat. L'augmentation de la robotisation, notamment celle de la traite est aussi à relier à l'augmentation des volumes produits à une époque où la recherche de temps libre et d'allègement des astreintes n'a jamais été aussi forte. Pour faire face aux augmentations de cheptel laitier (parfois au détriment de la production de viande), de nombreux bâtiments ont

dû être modernisés, repensés voir remplacés. De fait, alors que le nombre d'exploitants diminue, on observe une forte hausse de la capitalisation par actif familial cette dernière décennie. Dans les exploitations INOSYS de plaine, le capital 2024 hors foncier dépasse 500 000 €/UMOexploitant (+21% en dix ans) ce qui interroge fortement sur les capacités à transmettre les outils de production. Malgré toutes ces mises en tension, auxquelles il faut rajouter celle des systèmes fourragers, avec souvent une nécessaire intensification pour faire face aux besoins accrus d'alimentation, il semble que la voie volume ait d'un point de vue économique porté ses fruits dans un contexte 2014-2024 où le prix du lait a fortement progressé.

### Vers toujours plus de volumes ?

La dernière décennie a donc été marquée dans beaucoup d'élevages par de fortes augmentations de productivité, dans un contexte de prix du lait conventionnel plutôt favorable sur la fin de la période. Si cette conjoncture se maintient, couplée à des coûts d'intrants à la baisse (après la flambée de 2021-2022), les effectifs de vaches laitières pourraient continuer à croître dans bon nombre d'élevages et ce malgré une certaine saturation des capacités de production, notamment les ressources en main-d'œuvre. Nous devrions continuer d'assister à une mutation accélérée des exploitations laitières françaises où la place de plus en plus importante des automates (traites, alimentation, nettoyage...) configure les choix techniques de production, d'alimentation et de conduite des troupeaux. Parallèlement, de nouvelles formes d'exploitations apparaissent avec parfois de fortes proportions de salariat et/ou des nouvelles formes de portage du capital.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## DES STRATÉGIES DE PRODUCTION DIFFÉRENTES

Différentes stratégies de production permettent de dégager du revenu en exploitation laitière, en fonction des objectifs des éleveurs et des contraintes de leur exploitation. Il est possible d'en identifier quatre : i) la stratégie autonomie avec limitation des intrants et des immobilisations, ii) la stratégie productive visant une expression maximum du potentiel des vaches, iii) la stratégie valeur ajoutée avec maximisation de la marge par litre de lait vendu, iv) la stratégie volume avec augmentation du volume livré par travailleur. Ces stratégies ne sont pas exclusives et peuvent pour certaines se combiner selon les caractéristiques de l'exploitation et les choix des éleveurs. Ainsi, avec un prix du lait attractif, les stratégies productives ont souvent été mobilisées ces dernières années, en production conventionnelle, en augmentant le rendement laitier et les effectifs de vaches. *A contrario*, les producteurs sous cahier des charges, le bio et certaines AOP notamment, dont les prix du lait se

sont beaucoup moins appréciés sur la période récente, ont cherché à se conforter dans les stratégies valeur ajoutée et autonomie. La recherche d'une marge maximale par 1 000 l, basée sur l'autonomie a souvent pris le pas sur les stratégies volume ou productive d'autant plus contraintes par les cahiers des charges ou/et les acheteurs de lait. Si le contexte laitier des dernières années se prolonge, il est possible que les stratégies soient de plus en plus contrastées. Certaines limiteront au maximum les intrants quand d'autres favoriseront la production. D'autres chercheront une meilleure valorisation du lait tandis que certaines aspireront à en vendre toujours plus mais, quelle que soit la stratégie adoptée le maître mot de sa réussite au plan économique restera la maîtrise des charges par 1 000 l de lait produits. Rappelons en effet que les écarts de revenus entre les élevages laitiers sont bien plus liés à des différences de coûts de production qu'à des écarts sur les produits.

## BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2024 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2024 ont été réalisées à partir des données de 331 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait et du pôle bio Massif central (dispositif BioRéférences). Elles sont sélectionnées pour leurs bonnes performances techniques et économiques ce qui génère des résultats économiques supérieurs à la moyenne nationale des fermes laitières.

Les estimations de revenus sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2023 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2024. Ces derniers ont des origines diverses et

variées : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine) et des enquêtes régionales des Réseaux INOSYS (PAC, volumes de charges et de produits, impacts aléas climatiques...).

Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers, mais également une estimation des cotisations sociales de l'année 2024 calculées sur la moyenne triennale.

**Plus d'informations :** <https://idele.fr/filieres/bovin-lait>  
-> onglet Réseaux d'élevage

FIG. 3 : LOCALISATION DES EXPLOITATIONS

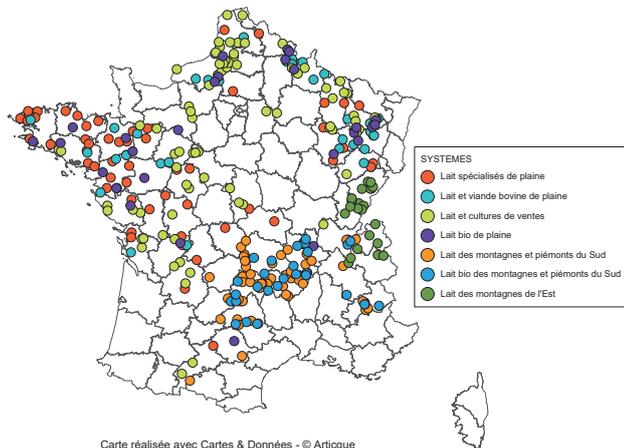
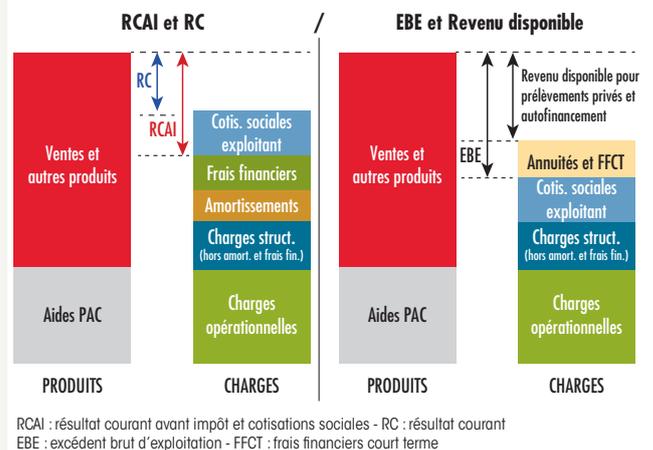


FIG. 4 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE : HIVER 21-23

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries est composé de près de 350 comptabilités d'exploitations bovins lait avec des clôtures d'hiver (septembre-décembre), à échantillon constant entre 2021 et 2023. Cet observatoire est permis grâce aux partenariats avec 4 centres comptables : Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. Les résultats sont analysés par niveau d'endettement et par zone géographique : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Dordogne. L'Observatoire propose des indicateurs semestriels permettant d'objectiver l'évolution de la situation financière sur un échantillon représentatif des élevages bovins de façon réactive dans les 6 mois.

Pour en savoir plus : <https://idele.fr/detail-article/observatoire-de-lendettement-et-des-trésoreries-des-elevages-bovins-lait-et-viande-hiver-2022>

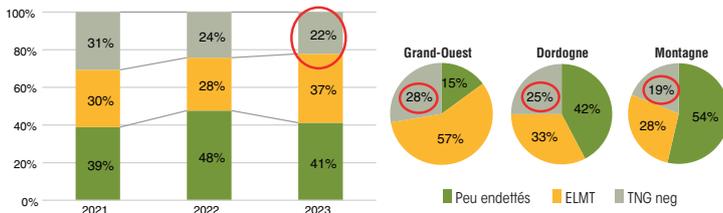
## LA TRÉSORERIE : UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE

Afin de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant, une approche axée sur la trésorerie est aussi informative. Le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise. La trésorerie nette globale est aussi un indicateur essentiel pour évaluer la santé financière de l'entreprise.

## DES TRÉSORERIES TENDUES DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES DE L'OUEST FIN 2023

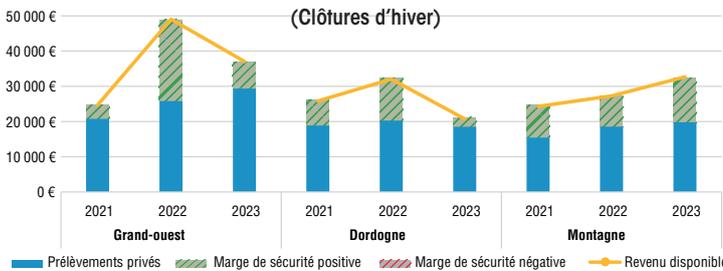
### FIG. 5 : 1/4 DES ÉLEVAGES ENDETTÉS & SANS TRÉSORERIE

Répartition des exploitations selon les groupes d'endettement : clôtures d'hiver.



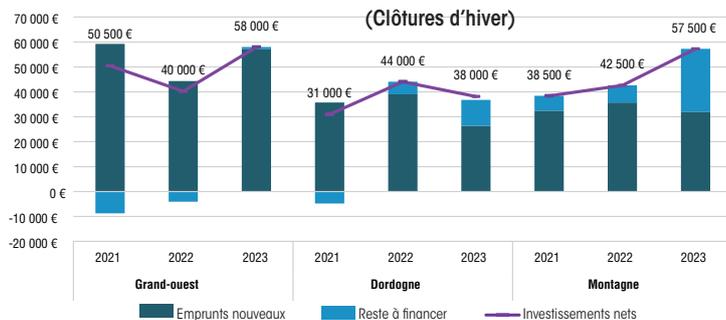
Source : Étude CNE « hiver 21-23 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

### FIG. 6 : UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE PAR UMOex : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ



Source : Étude CNE « hiver 21-23 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

### FIG. 7 : FINANCEMENT : INVESTISSEMENTS CONTRASTÉS ENTRE RÉGIONS



Source : Étude CNE « hiver 21-23 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

La part des exploitations en situation critique a diminué en 2023 : le groupe "TNGneg" comptait 22% des élevages suivis en 2023 contre 31% des exploitations en 2021. Si toutes les zones ont été concernées avec au moins 1/5 des élevages dans ce groupe en 2023, la proportion a beaucoup diminué dans le Grand-Ouest avec 28% d'exploitations concernées en 2023, alors qu'elles étaient 51% en 2021.

### Une marge de sécurité tendue

La hausse du prix du lait en 2023 a été plus forte en Montagne (+53 €/1 000 l par rapport à 2022) que dans l'Ouest et en Dordogne. Ceci se traduit par une hausse de produit plus importante en Montagne sur cette période par rapport aux autres zones, compensant la baisse des volumes de lait. En 2023, les charges ont particulièrement augmenté sur les postes de fertilisation, électricité, salaires et fermages. Ainsi, l'EBE a augmenté en Montagne en 2023 (+8%/2022) alors qu'il a diminué en Dordogne et dans l'Ouest respectivement de -14% et -22%/2022.

Les annuités ont diminué sauf dans l'Ouest où elles sont restées à des niveaux supérieurs aux autres zones. Ainsi, le revenu disponible a augmenté en Montagne (+20%/2022) et a diminué en Dordogne et dans l'Ouest respectivement de -35% et -25%/2022. Il s'est établi en moyenne (toutes zones confondues) à environ 32 000 € annuels par UMOex.

Les prélèvements privés ont continué leur hausse dans le Grand-Ouest et en Montagne alors qu'en Dordogne ils ont diminué en 2023. La marge de sécurité est positive dans toutes les zones en 2023 mais reste insuffisante.

Les investissements sont en hausse dans l'Ouest et en Montagne. Dans l'Ouest, ils sont exclusivement financés par des emprunts, alors que la part d'autofinancement a augmenté dans les autres zones. À l'inverse, les investissements ont diminué en Dordogne. La part d'autofinancement en Montagne atteint désormais les 44% en 2023. Si la trésorerie nette globale s'était nettement améliorée en 2022, elle tend à se stabiliser en 2023, sauf dans l'Ouest où elle est en diminution. Les dettes court-terme ont augmenté en 2022 (de +2% en Montagne à +68% dans l'Ouest/2023) et sont à des niveaux élevés.

## LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE - annuités LMT - prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels - dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40%, dettes totales/actif < 40%
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, TNG négative

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## LÉGER RECU DE L'IPAMPA MAIS UN NIVEAU TOUJOURS ÉLEVÉ ; LA MILC POURSUIT SA HAUSSE

**L'IPAMPA lait de vache** (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières. En 2024, cet indice a connu une légère baisse tout au long de l'année, s'établissant à 128 points en décembre, soit un niveau encore élevé, mais en recul de 4 points comparé à décembre 2023. En moyenne annuelle civile, l'indice a reculé de 4,2% /2023. Les biens et services de consommation courante ont baissé en moyenne de 5,2% /2023. Dans le détail, le poste des aliments achetés s'est fortement replié (-10,6% /2023), sous l'effet d'une nette diminution des prix des tourteaux (-15,6% pour le soja) et des aliments à base de céréales (-14,6%). Le coût des engrais a également enregistré un recul significatif (-17%), tandis que les prix de l'énergie sont restés stables (-0,3%). Les semences ont stagné, et les produits

de protection des cultures ont légèrement diminué (-1,7%), de même que les fournitures de matériel (-5,6%). En revanche, les autres postes des biens et services de consommation courante ont augmenté, de 1,3% pour l'entretien des bâtiments jusqu'à 5,5% pour l'entretien du matériel. Au-delà des biens et services de consommation courante, les biens d'équipements et de bâtiments ont connu un recul modéré (-0,9% /2023).

En 2024, en moyenne sur un an, **la MILC** s'est établie à 164 €/1 000 l, poursuivant sa progression engagée depuis 2022. Elle s'est améliorée de 13 €/1 000 l en un an. En parallèle du recul des charges (-17 €/1 000 l en moyenne sur 1 an), les produits ont un peu baissé (-4 €/1 000 l). Le prix réel du lait conventionnel a reculé en moyenne de 1 €/1 000 l (-0,3% /2023). À noter que les cotations des veaux ont progressé de 20 € par tête en moyenne sur l'année 2024.

FIG. 8 : ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE

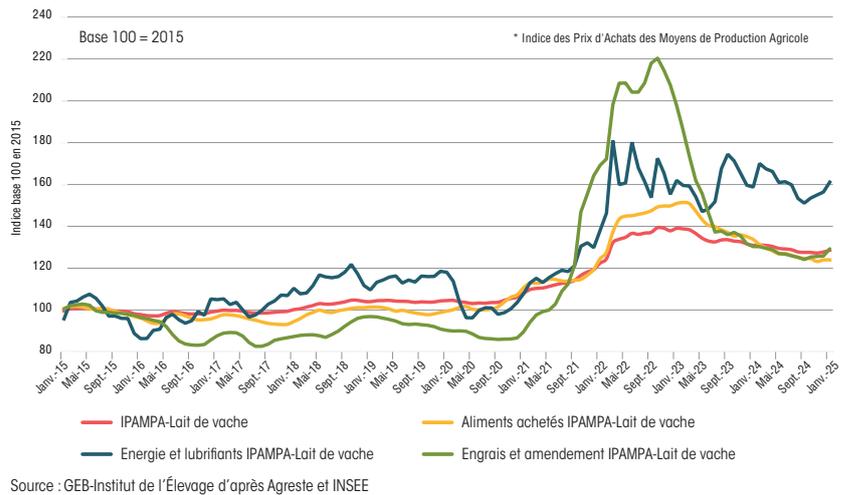
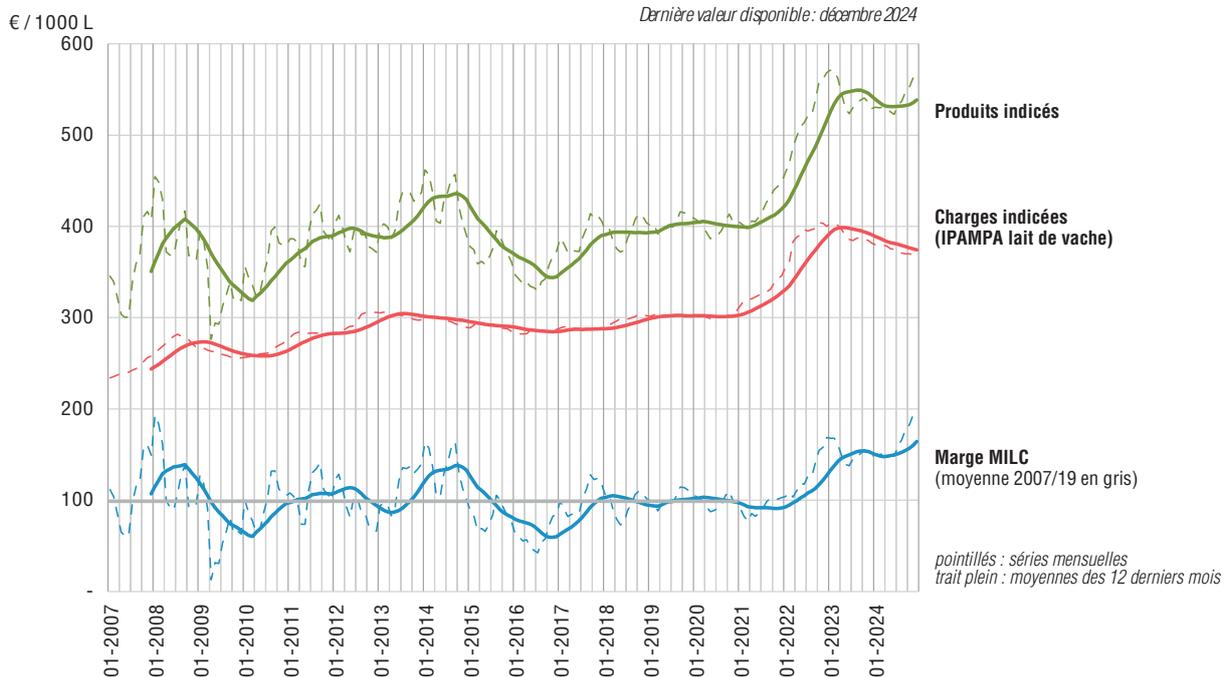


FIG. 9 : PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

Une amélioration des résultats sur les quatre dernières années



## DONNÉES REPÈRES

- 2,48 UMO totales dont 1,82 UMO exploitant
- 116 ha de SAU dont 93 ha de SFP
- 94 vaches laitières / 780 000 litres de lait vendus

FIG. 10 : LOCALISATION DES 66 EXPLOITATIONS

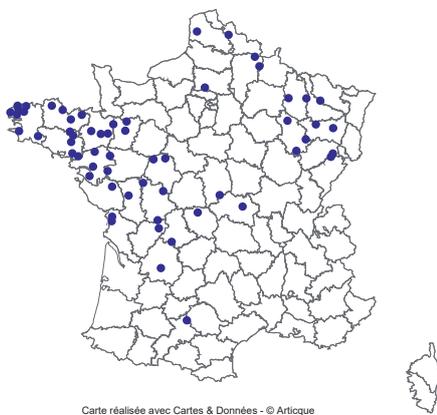
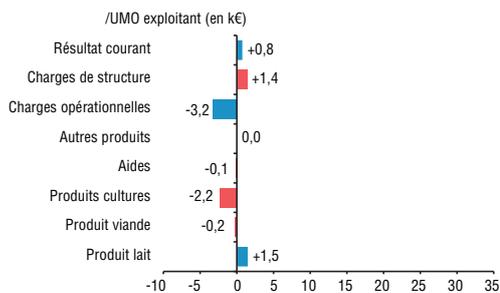


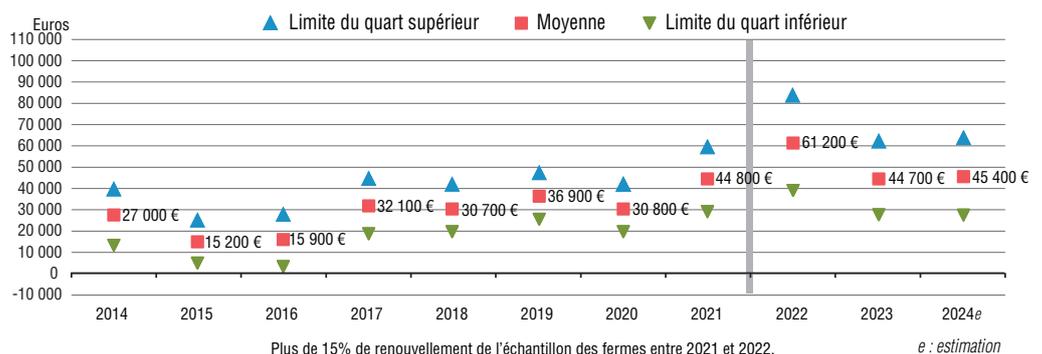
FIG. 11 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 12 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les élevages bénéficient en 2024 d'une année fourragère satisfaisante en quantité mais avec beaucoup d'hétérogénéité sur la qualité. Les charges opérationnelles baissent par rapport à la campagne dernière. Toutefois, les charges de structure augmentent. Le produit de l'atelier lait poursuit sa progression via la hausse des quantités de lait commercialisées. Au final, le revenu des exploitations laitières spécialisées de plaine demeure stable.

Les récoltes d'herbe 2024 sont importantes en quantité, malgré de nombreux épisodes pluvieux restreignant les fenêtres météo, parfois au détriment de la qualité. Après une mise à l'herbe des vaches assez tardive, il n'y a globalement pas eu d'arrêt de la pousse ni de la pâture sur la période estivale. Les chantiers de récolte d'ensilage de maïs ont été réalisés dans des conditions difficiles mais les rendements sont au rendez-vous.

### Des intrants en baisse et des services plus onéreux

Le prix du lait est globalement stable par rapport à 2023 avec en moyenne 475 €/1 000 l, mais des écarts entre laiteries. La hausse du produit lait est attribuée à l'augmentation de la quantité de lait vendu (+2%).

La baisse du poste aliments concentrés achetés (-9%), ainsi que la chute du prix des engrais (-33%), en lien avec les prix de l'azote, engendrent une baisse des charges opérationnelles. Dans un contexte de prix du lait attractif, certains éleveurs ont plus facilement pu choisir d'augmenter les quantités de concentrés distribués pour équilibrer les valeurs des fourrages et soutenir la production.

Les frais d'élevage et de vétérinaires sont en hausse, avec notamment des surcoûts dans les zones fortement impactées par la FCO et/ou la MHE. En 2024, la paille est de moindre qualité et parfois les quantités insuffisantes dans des régions fortement contraintes par la pluviométrie de l'automne 2023 lors des semis de céréales. Mais la bonne récolte de l'exercice précédent (2023) et les reports de stock ont pu sembler-ils compenser ces déficits.

### Des charges de structure qui augmentent encore

La hausse des travaux par tiers (+9%), ainsi que les amortissements matériels et bâtiments, les assurances (+6%) et l'électricité (+16%) ne sont pas compensés par la baisse du poste carburants (-9%).

### Au-delà de l'économique, une charge mentale prégnante

Les 4 dernières années marquent une progression positive des résultats économiques avec un résultat courant moyen de 49 000 €/UMOex (+16 400 €/UMOex par rapport à 2017-2020). Économiquement les signaux semblent plus encourageants que les années précédentes. En revanche, les aléas climatiques et sanitaires sont de plus en plus fréquents, ce qui complique la conduite des troupeaux et les travaux des champs. Les éleveurs doivent être en permanente adaptation, ce qui accentue leur charge mentale. Il faut donc regarder plus largement que le spectre économique pour appréhender entièrement la situation des éleveurs.

3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

Des résultats stables grâce aux conjonctures animales



## DONNÉES REPÈRES

- 2,98 UMO totales dont 1,96 UMO exploitant
- 194 ha de SAU dont 157 ha de SFP
- 101 vaches laitières / 801 000 litres de lait vendus
- 79 UGB viande

FIG. 13 : LOCALISATION DES 34 EXPLOITATIONS

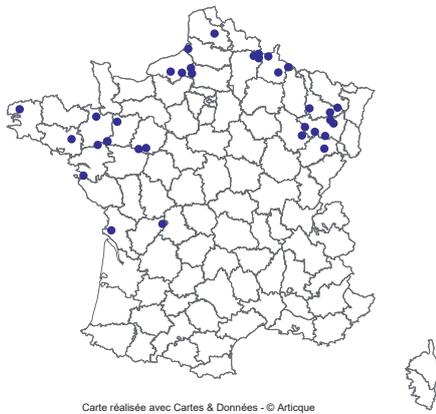
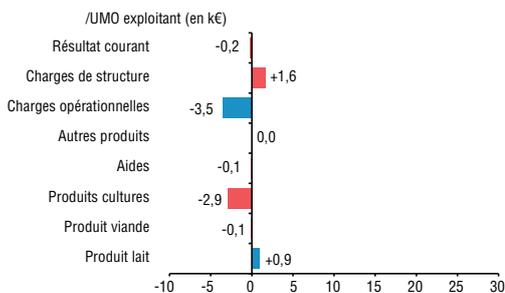


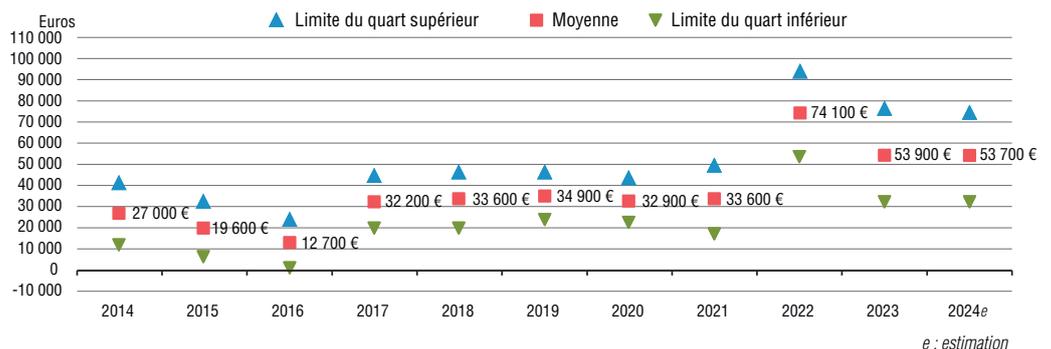
FIG. 14 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 15 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

**L'année 2024 a permis de reconstituer des stocks fourragers en quantités mais de qualités variables : médiocre pour l'herbe, bonne pour le maïs ensilage.**

### Des récoltes rendues compliquées par une météo capricieuse

En raison d'une pluviométrie exceptionnelle sur la durée et en quantité, les conditions de pâturage et de récolte ont été perturbées toute la saison. Moins de surfaces de fauches précoces ont pu être réalisées et les récoltes en foin ont été très étalées. Les ensilages de maïs 2024, bien que récoltés tardivement, présentent cependant des rendements intéressants et une qualité satisfaisante.

### Des produits animaux maintenus et des charges en baisse

Le produit brut d'exploitation a légèrement diminué de 1,4% en 2024 mais soutenu par des résultats favorables pour les produits animaux. Malgré une légère baisse du prix du lait (-6 €/1 000 L), la hausse estimée des livraisons (+2,4%) a permis de maintenir le produit lait (+1,1%). Les cours toujours favorables des bovins ont stabilisé le produit viande (+2%). *A contrario*, le produit des cultures de vente baisse de près de 26% du fait de rendements en cultures d'hiver et de printemps décevants et d'un prix des céréales à la baisse.

Après deux années marquées par un contexte inflationniste exceptionnel, certains postes de charges tels que les engrais et les concentrés achetés ont fortement diminué, (respectivement -35% et -9%). Ainsi, les charges opérationnelles baissent de près de 7%. Les charges de structure sont presque stables (+2,3%) grâce à une baisse du coût du carburant (-9,7%) et malgré une hausse sensible des postes matériels et électricité.

### Une efficacité économique stable par rapport à 2023

En 2024, le maintien du produit lait et viande, associé à la baisse des charges opérationnelles a permis de limiter l'impact de la baisse du produit cultures sur l'EBE. Ce dernier a augmenté de 1,2% avec une efficacité économique hors MO stabilisée à 40%. Le résultat courant de 53 700 €/UMO exploitant reste à un niveau bien supérieur à la moyenne 2017-2021. Néanmoins, l'année 2024 risque de maintenir le sentiment d'une trésorerie tendue avec des annuités et des cotisations sociales en hausse, à la suite des résultats exceptionnels de 2022.

### Maintenir sa productivité tout en étant vigilant sur la maîtrise des charges

Les ateliers animaux apportent de la stabilité dans les revenus, notamment depuis 2 ans, et les marchés restent porteurs.

Combinés à des prix des aliments en baisse, ces éléments laissent entrevoir de bonnes perspectives pour les années à venir. Néanmoins, l'impact de la FCO sur la fin de l'année et sans doute des effets retard laissent présager d'incidences économiques notables pour l'année 2025 : moins d'animaux à vendre, baisse des résultats de reproduction, augmentation des frais vétérinaires...

3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

Après de très bonnes années, des résultats en forte baisse



### DONNÉES REPÈRES

- 3,02 UMO totales dont 2,08 UMO exploitant
- 277 ha de SAU dont 120 de cultures de vente
- 104 vaches laitières / 898 000 litres de lait vendus

FIG. 16 : LOCALISATION DES 83 EXPLOITATIONS

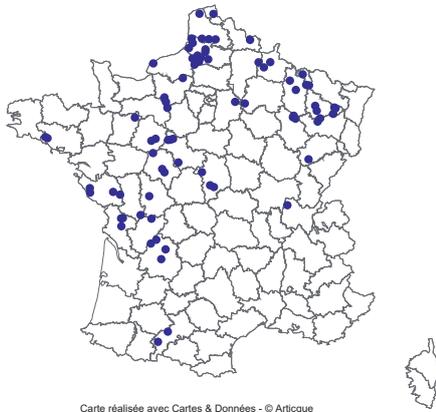
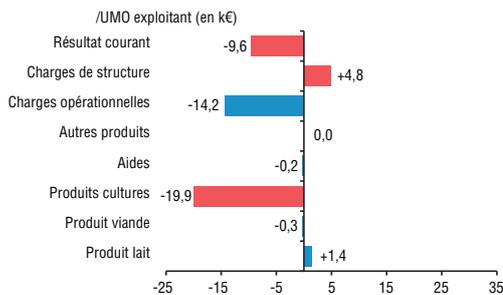


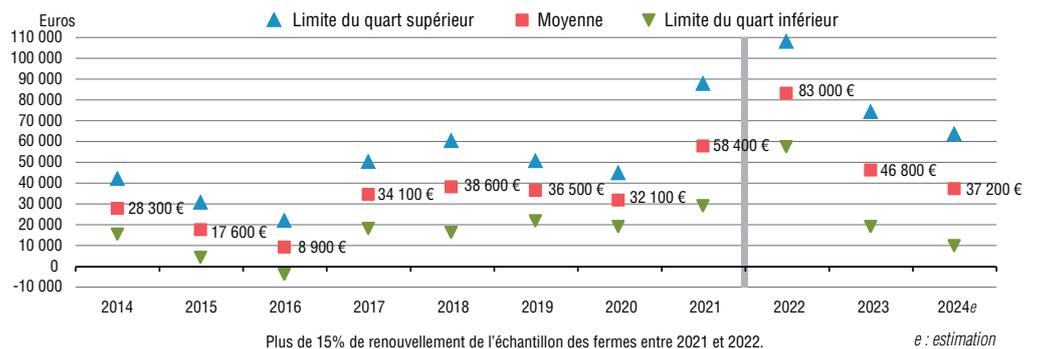
FIG. 17 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 18 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

**La pluviométrie excessive tout au long de l'année a restreint les fenêtres météo pour les récoltes de fourrages et les moissons. Les fourrages, tout comme la paille, sont en quantités correctes mais de moindre qualité.**

### Produits cultures : à nouveau des rendements en baisse

Après plusieurs années de stabilité, les prix des cultures ont atteint leur plus haut niveau depuis 10 ans en 2022 avant de diminuer en 2023 puis en 2024. Les rendements des cultures de ventes, notamment pour les betteraves sucrières et surtout le blé et le pois, sont en dessous des moyennes décennales (-20%). Ceux des pommes de terre sont stables et leur prix en légère hausse. Les prix de vente du blé et du maïs, même s'ils varient en fonction des périodes de vente ou de contractualisation, restent à des niveaux relativement faibles et inférieurs à 2023. Cette conjonction prix et rendements explique la diminution du produit cultures par rapport à 2023 (-18 530 €/UMOex) qui était déjà en chute par rapport au produit record de 2022.

### Un prix du lait qui se stabilise

Après une augmentation au cours des dernières années, le prix du lait se stabilise autour de 476 €/1 000 l en 2024. Une très légère baisse (de 1% en moyenne) est observée par rapport à 2023 avec une forte variabilité du prix entre laiteries.

Les livraisons sont estimées en hausse de 2% en partie grâce à une augmentation de la production par vache.

De fait, le produit lait augmente légèrement en 2024 (+1 300 €/UMOex).

### Des charges opérationnelles en baisse

Les charges opérationnelles sont en baisse (-9%). Cela s'explique notamment par la baisse des prix des engrais qui se poursuit après la flambée de 2022. Le prix de l'alimentation et principalement des concentrés est également en baisse (-10%) en lien avec une diminution du coût de l'énergie nécessaire à leur fabrication et au transport.

Les charges de structure, quant à elles, augmentent légèrement (2%) en partie à cause d'une hausse du prix des matières premières et coût des travaux par tiers et malgré la diminution du prix du carburant.

Le revenu moyen 2024 s'établit à 37 000 €/UMOex, soit une chute de 20% en un an.

### Diversité des ateliers et résiliences des exploitations de polyculture-élevage

La forte chute du produit des cultures, après les records de 2022, démontre une nouvelle fois l'intérêt de diversifier les productions et de maintenir l'élevage laitier. Si ce dernier reste souvent menacé pour des questions de temps de travail et de main-d'œuvre disponible, le revenu issu de la production laitière fait preuve de résilience et de stabilité ces dernières années.

3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

Faible progression des produits et hausse des charges de structure



### DONNÉES REPÈRES

- 2,55 UMO totales dont 2,28 UMO exploitant
- 118 ha de SAU dont 113 ha de SFP
- 70 vaches laitières / 461 000 litres de lait vendus

FIG. 19 : LOCALISATION DES 25 EXPLOITATIONS

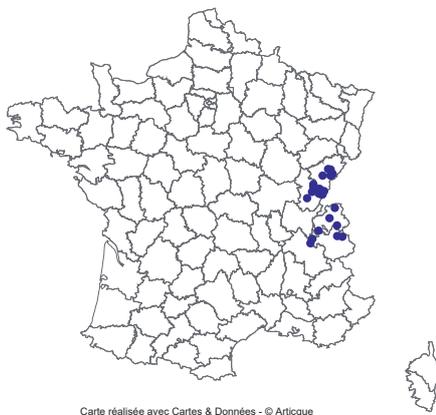
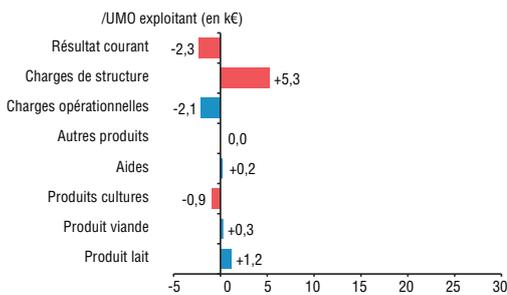


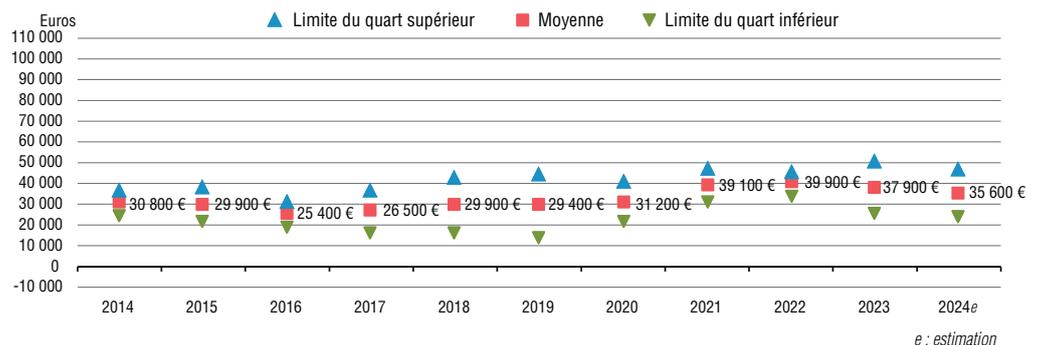
FIG. 20 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 21 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La stagnation du prix du lait (voir même en baisse pour certaines AOP) et l'essoufflement de la production limitent le produit lait depuis 2 années. Les prix des intrants majeurs (aliment, engrais, carburant) sont certes en repli mais d'autres hausses grèvent le résultat (sanitaire, entretien matériel, électricité, assurances, charges d'investissements ...). De fait le résultat courant semble poursuivre une baisse problématique pour ces exploitations très spécialisées.

### 2024 : une année fourragère très compliquée

Certes les rendements fourragers ont été importants, mais les pluies du printemps ont perturbé les chantiers de récolte. Les premières coupes se sont retardées et les volumes récoltés en regain sont faibles. Les pluies continues ont permis d'éviter l'habituelle pénurie estivale, mais les conditions de pâturage ont été difficiles durant toute la campagne. À l'entrée en bâtiment, à l'automne, les granges sont pleines, mais les fourrages sont de piètre qualité pour la majorité des exploitations. L'autonomie fourragère semble renforcée mais la productivité des troupeaux a marqué le pas avec souvent un déficit de 10% malgré des niveaux de complémentation majorés. En fin d'année, la FCO est venue accentuer cette situation avec vraisemblablement un impact à plus long terme (décalage des vêlages...) sur le potentiel de production.

Grâce aux stocks abondants, les éleveurs ont souvent cherché à compenser cette moindre productivité en gardant quelques vaches supplémentaires, dans la limite des places disponibles en bâtiments (effectifs en hausse au 1<sup>er</sup> janvier 2025). Une trop forte chute des volumes de production a ainsi été évitée.

### Des résultats économiques corrects, mais dont l'érosion se confirme

Jusqu'à 2022, les nettes progressions de valorisation du lait ont permis de compenser les effets négatifs des années climatiques difficiles. Depuis 2 ans, la situation est plus tendue : l'équilibre offre/demande est délicat avec une baisse de la consommation qui touche les filières bio et AOP en lien avec les difficultés de pouvoir d'achat des consommateurs. Afin de sauvegarder le prix du lait, des filières mettent en place des restrictions de volumes. Ces décisions sont toujours difficiles pour des exploitations aux engagements financiers lourds et qui présentent peu de marges de manœuvre. Elles sont néanmoins indispensables pour préserver des filières dont la réussite se base avant tout sur un maintien du prix.

Au-delà d'une indispensable résilience climatique, la solidité économique des exploitations est donc le point essentiel à consolider. Dans des filières basées sur le contingentement des volumes, accroître l'autonomie alimentaire et contenir les investissements apparaissent comme des axes indispensables pour ces systèmes.

(\*) L'échantillon se compose de 36% d'exploitations des Savoie et de 64% d'exploitations de Franche-Comté.

3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONTIS DU SUD

Léger tassement des revenus



### DONNÉES REPÈRES

- 2,03 UMO totales dont 1,87 UMO exploitant
- 97 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 67 vaches laitières / 476 000 litres de lait vendus

FIG. 22 : LOCALISATION DES 62 EXPLOITATIONS

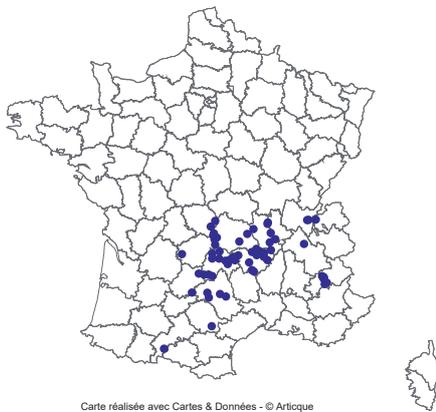
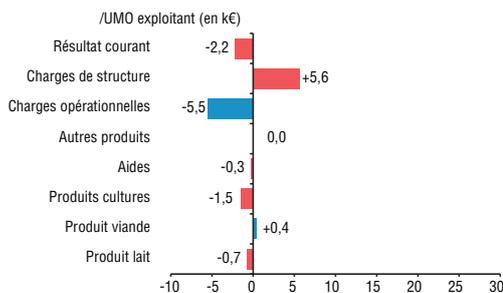


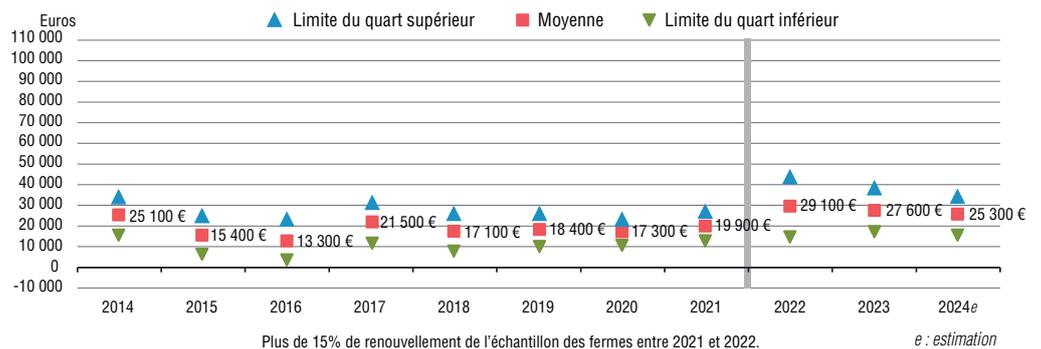
FIG. 23 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 24 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Avec leurs surcoûts de production structurels et la trop faible différenciation de leur prix du lait, les éleveurs de montagnes ne peuvent ambitionner des revenus à hauteur de la plaine. Néanmoins, les 3 dernières années redonnent un peu d'allant à la production laitière dans une région où elle est souvent en balance avec la production allaitante.

### Des revenus 2024 impactés par le produit lait

Les élevages laitiers des montagnes et piémonts du Sud ont profité d'une année climatique sans sécheresse ni canicule, ce qui est assez rare ces dernières années. Les forts cumuls de précipitations ont permis une pousse d'herbe abondante et régulière y compris tard en saison permettant de prolonger le pâturage et rehausser les livraisons sur l'automne. Les chantiers de récolte d'herbe se sont multipliés, rarement dans de bonnes conditions, mais les stocks sont abondants. Leur qualité est extrêmement variable (les premiers et deuxièmes cycles d'herbe ont parfois été récoltés en même temps) et nécessiteront une complémentation des rations hivernales avec plus de concentrés dont les prix sont devenus heureusement plus abordables. Ces stocks génèrent forcément un coût important (bâches, ficelles et charges de mécanisation) mais constituent un stock de précaution qui pourrait s'avérer précieux. En valeur, la baisse des charges opérationnelles (engrais, aliments) se neutralise avec la hausse des charges de structure (fermage, salaires, électricité et services). Le revenu 2024 baisse (-2 200 €/UMO<sub>ex</sub>) en lien avec une conjoncture en léger retrait pour le lait (-4 €/1 000 l) et des livraisons tout juste stabilisées.

### Interrogations sur le sanitaire

Si le climat a laissé un peu de répit en 2024, il n'en est pas de même pour la question sanitaire. Les livraisons de lait étaient plutôt bien orientées jusqu'au début d'automne avant que la FCO vienne à nouveau perturber la fin de l'année. Au-delà des lactations pénalisées, les éleveurs ont dû faire face à une hausse de leurs frais vétérinaires et les résultats de reproduction interrogent et risquent de pénaliser encore plus fortement la production de lait en 2025.

### Une charge mentale accrue

La conjoncture économique laitière des trois dernières années est la plus favorable de la décennie. Et pourtant, la charge mentale, économique et financière qui pèse sur les éleveurs laitiers semble n'avoir jamais été aussi forte. En 2024, il aura fallu jongler en permanence entre les caprices de la météo et consacrer beaucoup de temps à surveiller la reproduction des vaches et génisses pour cause de FCO tout cela dans un contexte où les cheptels grossissent, les surfaces et les volumes de lait augmentent tandis que la main-d'œuvre se raréfie et les taux d'intérêts sont élevés.

### 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

La hausse des charges de structure impacte fortement le revenu



#### DONNÉES REPÈRES

- 2,48 UMO totales dont 1,72 UMO exploitant
- 138 ha de SAU dont 124 ha de SFP
- 95 vaches laitières / 506 000 litres de lait vendus

FIG. 25 : LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS

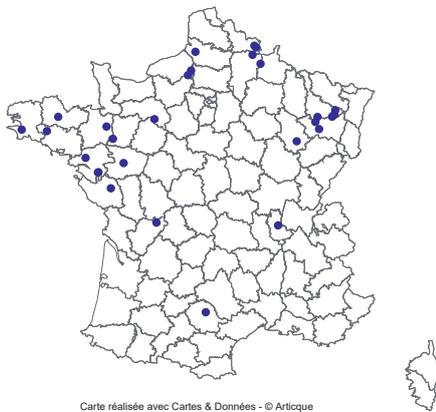
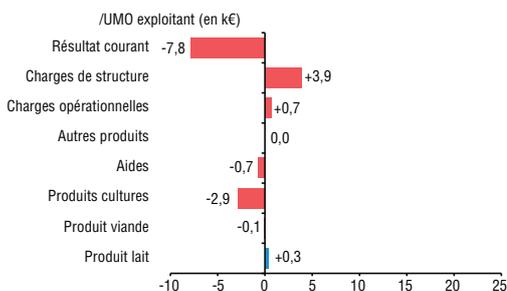


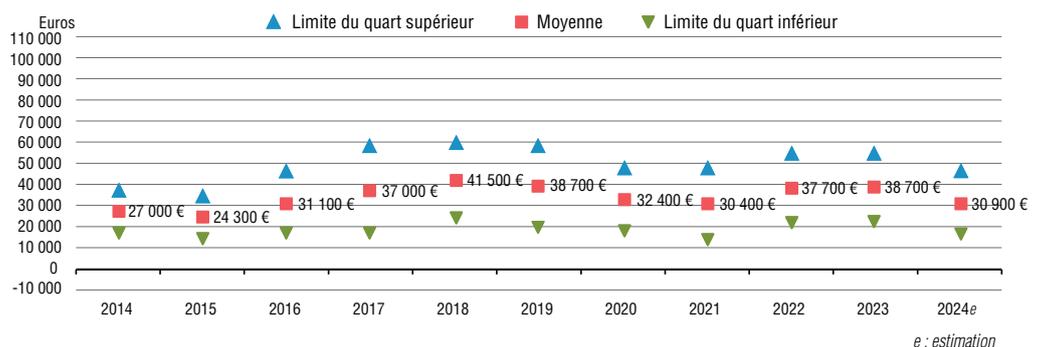
FIG. 26 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 27 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La situation de la filière bio reste compliquée (offre de lait supérieure à la demande, recul des ventes en magasins généralistes...). Au niveau des exploitations, les hausses des charges ne sont pas compensées par la valorisation du lait.

#### Une baisse du revenu

Pour l'année 2024, nous estimons la baisse de revenu à 7 800 € par UMOex. Cette évolution est expliquée par une hausse des charges de structure et par une baisse des rendements des cultures. Les charges de mécanisation seraient nettement plus élevées. L'année fourragère compliquée, avec de multiples chantiers, des périodes d'intervention décalées et des durées majorées, a un impact sur les coûts de récoltes. Des stocks de fourrage importants ont été réalisés mais la qualité est très variable. Le produit des cultures est en baisse avec une chute des rendements et de moindres surfaces implantées à l'automne 2023 (excès de pluviométrie).

#### Des prix du lait extrêmement variables pour un même produit

En 2023, le prix moyen du lait payé, pour le groupe INOSYS, était de 521 €/1 000 l. Cependant pour cet échantillon de fermes, un quart des exploitations a obtenu un prix du lait payé à 564 €/1 000 l quand, pour la même période il est seulement de 480 €/1 000 l pour le quart inférieur, soit un niveau plus bas que le prix moyen payé en conventionnel. Ces niveaux de prix impactent fortement les revenus et les trésoreries des exploitations. Ils remettent parfois aussi en cause le choix de la production biologique, surtout au regard des tendances d'évolution du marché du lait bio et du prix du lait conventionnel.

#### Produits et efficacité des charges

En 2023, les écarts de revenus demeurent très importants. Un quart des exploitations dégagent un revenu moyen de 74 000 € par UMOex tandis qu'un autre quart obtient en moyenne seulement 4 200 € par UMOex.

Des écarts de produits (+/-21 000 €/UMOex) expliquent pour partie ce différentiel de revenu, au sein desquels les volumes de lait commercialisés (+/-40 000 litres/JMO) et le prix du lait (+/-13 €/1 000 l) contribuent fortement. L'autre source de variation réside dans l'efficacité des charges. Ainsi, pour un même assolement (10% de maïs dans la SFP), les charges de mécanisation sont deux fois plus élevées dans le groupe avec les revenus les plus bas. De même, le niveau de production par vache y est plus faible (-1 320 litres) alors que les charges d'alimentation et frais d'élevage y sont plus élevées (+90 €/VL).

#### Des éleveurs dans l'incertitude

L'évolution des marchés des produits bio interroge fortement l'ensemble de la filière et plus particulièrement les éleveurs.

Même si une partie d'entre eux a réussi à conserver un équilibre économique, pour d'autres la situation est beaucoup plus difficile.

Le trop faible niveau de résultats compromet le devenir de l'exploitation (rémunération de la main-d'œuvre, renouvellement des équipements, transmission bio). Les niveaux de prix du lait conventionnel et la remise en cause des contrats (collecte du lait bio) sur certains territoires y génèrent des interrogations sur le maintien de la production laitière en bio.

3

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DES MONTAGNES ET PIÉMONTIS DU SUD

Des revenus en baisse et des situations très hétérogènes



### DONNÉES REPÈRES

- 2,25 UMO totales dont 1,94 UMO exploitant
- 102 ha de SAU dont 91 ha de SFP
- 54 vaches laitières / 313 000 litres de lait vendus

FIG. 28 : LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS

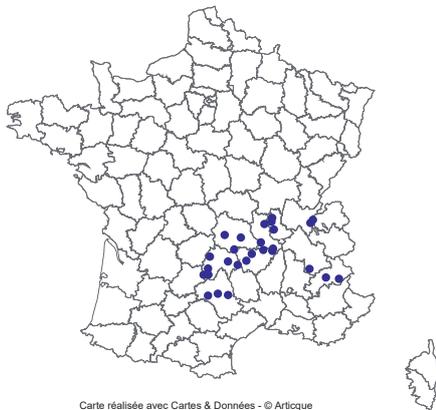
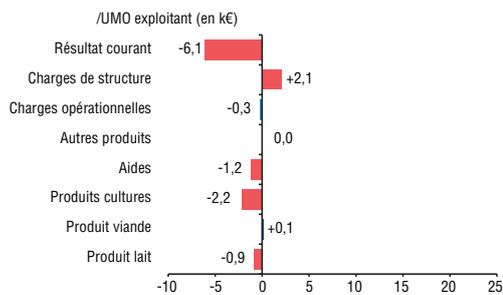


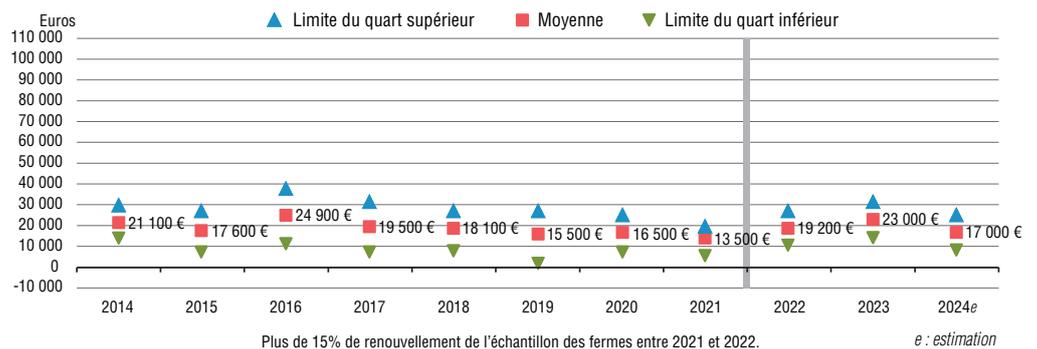
FIG. 29 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage et pôle bio Massif central

FIG. 30 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage et pôle bio Massif central

Les élevages bio de montagnes n'ont pu accroître leur productivité au cours des dernières années. Subissant les hausses de charges, les aléas et ne bénéficiant pas d'un prix du lait à la hausse et démarqué, les revenus restent trop bas. Ils poussent les éleveurs, notamment les plus jeunes, à longner vers le conventionnel.

### Revenus en baisse

Le revenu courant des élevages bio des montagnes et piémonts du Sud, déjà le plus bas parmi les systèmes étudiés, a subi la plus forte baisse par rapport à 2023 : -6 000 € pour s'établir à seulement 17 000 €/UMOex. Cette chute de 22% s'explique notamment par la baisse du produit et la hausse, bien que limitée, des charges. La chute des rendements des céréales entraîne une baisse du produit brut et, lorsqu'elles sont autoconsommées, cela oblige les éleveurs à acheter des aliments concentrés pour les remplacer. Certains éleveurs avaient perçu en 2023 des reliquats d'aides sécheresse 2022, ce qui conduit à une baisse des aides dans nos prévisions.

On observe aussi un certain tassement des volumes livrés (-1%) en lien avec des marchés moins porteurs qu'en conventionnel et une année climatique très arrosée qui n'a pas permis une bonne qualité des fourrages. La pousse de l'herbe rapide et l'humidité des sols n'ont pas toujours permis de pâturer et récolter des fourrages au stade optimal. Malgré tout, les rendements sont élevés pour tous les fourrages, ce qui a permis de reconstituer des stocks importants. Contrairement aux années précédentes, il n'a pas été nécessaire d'acheter des fourrages à l'extérieur, sauf pour les exploitations qui cherchent à densifier la qualité des rations. En 2024, les charges évoluent peu : les charges opérationnelles sont stables du fait de la baisse du prix des aliments, malgré la hausse des quantités achetées. Les charges de structure continuent de croître (+2 100 €, soit +2%) ; une partie de l'augmentation s'expliquant par la multiplication des fauches qui ont entraîné plus de charges de mécanisation (travaux par tiers, carburant, entretien du matériel).

### Des écarts entre élevages

Pour ces exploitations bio, on note d'importants écarts de revenus. Cela s'explique par des écarts de prix du lait qui diffèrent fortement d'une laiterie à une autre : la moyenne est à 548 €/1 000 l avec un premier quartile à 506 €/1 000 l et un 3<sup>e</sup> quartile à 566 €/1 000 l. Quelques valorisations en AOP bio accroissent aussi ces écarts.

### Des incertitudes pour les éleveurs et parfois des remises en question

Si la filière bio a connu de belles années, le contexte est aujourd'hui différent. La consommation de produit bio peine à redémarrer du fait de la concurrence des produits conventionnels démarqués et de l'inflation générale qui conduit certains ménages à délaisser les produits sous SIQO.

Ainsi l'évolution du prix du lait bio reste une source d'inquiétude pour les éleveurs, notamment pour ceux qui ont une faible autonomie alimentaire ou qui ont fortement investi et doivent faire face à des annuités élevées. Le faible écart de prix du lait et la baisse des prix des intrants en filière conventionnelle amènent beaucoup d'éleveurs bio à se poser la question de la dé-certification bio.

# 4

## PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

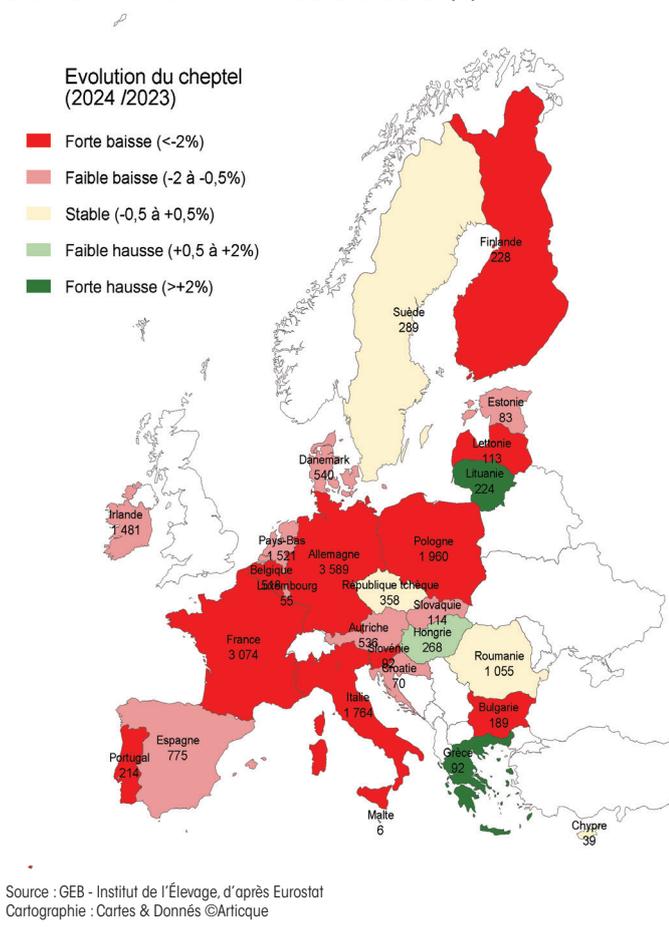
### Léger rebond de la collecte européenne en 2024



Après une année de pause, les livraisons de lait dans l'Union européenne ont progressé à nouveau en 2024. Cette hausse cache cependant une grande diversité de situations entre les Etats membres. Le cheptel laitier européen a poursuivi le mouvement de recul entamé il y a maintenant près de dix ans.

#### CHEPTEL EUROPÉEN 2024

FIG. 1 : EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2024 (1000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2023 (%)



#### Poursuite de la chute du cheptel européen

En 2024, le cheptel européen de vaches laitières a continué de se replier (Fig.1) pour atteindre 19,4 millions de têtes en décembre 2024 (-667 000 têtes, soit -3,3% /2023). En baisse pour la 9<sup>ème</sup> année consécutive, le cheptel laitier a vu le rythme de recul s'accélérer et ce alors que les prix du lait sont restés plutôt soutenus.

Les prix de vente des réformes attractifs ont cependant participé à la diminution du cheptel. Tout comme le développement de la FCO dans certains États membres.

Le cheptel laitier allemand, qui occupe toujours la première place européenne, a connu une nouvelle baisse conséquente à 3,59 millions de têtes (-123 000 têtes soit -3,3%/décembre 2023). C'est d'abord la moindre entrée des génisses dans le cheptel qui a joué alors que le nombre de réformes est resté relativement stable (-0,1% /2023). En France, deuxième pays producteur de l'UE, le mouvement de recul du cheptel a également été marqué avec 91 000 têtes en moins sur un an, à 3,07 millions de têtes (-2,9%/2023). Après le ralentissement de la décapitalisation observé à partir de la fin de l'année 2023, le rythme s'est à nouveau accéléré au cours du second semestre 2024 dans un contexte sanitaire, climatique et fourrager plus difficile.

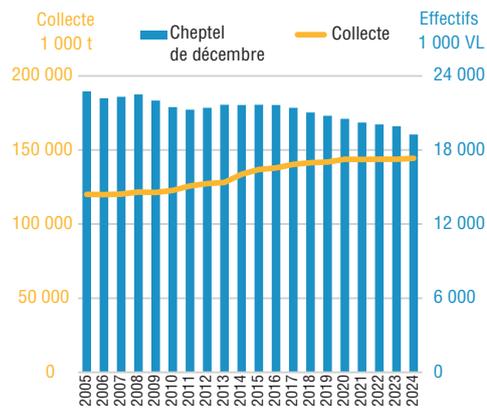
Le recul concerne l'ensemble des autres grands producteurs laitiers de l'Union européenne. C'est le cas en Italie où le cheptel s'est replié à 1,76 million de têtes en 2024 (-2,4% /2023), en Irlande (-2,0% à 1,48 million de têtes) ou encore aux Pays-Bas (-2,0% à 1,52 million de têtes). C'est aussi vrai pour la Pologne qui a vu son cheptel reculer à moins de 2 millions de vaches laitières.

# 4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



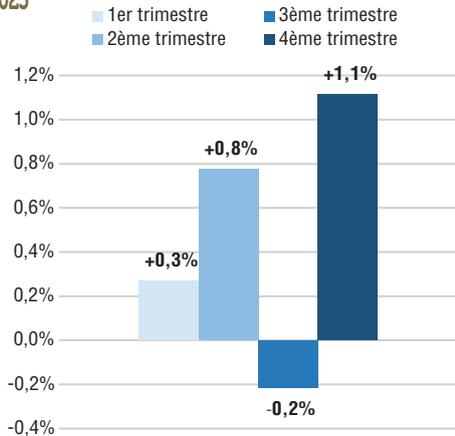
## COLLECTE 2024

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTEL DE L'UE



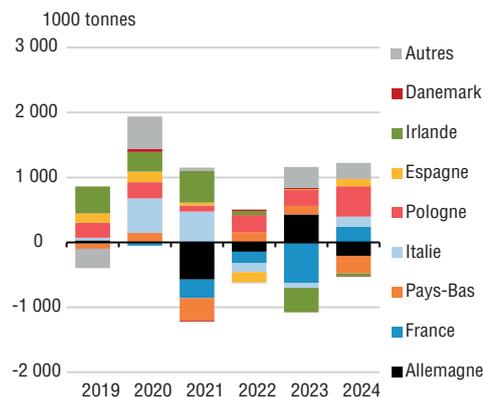
Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

FIG. 3 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2024 /2023



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 4 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE (1000 T)



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Après trois années de relative stabilité, la collecte laitière de l'UE à 27 est reparti à la hausse en 2024. Cependant, cette progression est d'ampleur limitée et cache des disparités de situations entre les différents États membres. Les prix du lait plutôt soutenus ont participé à ce léger regain de dynamisme en Europe.

### Timide progression de la collecte européenne

La collecte laitière européenne a atteint 144,5 Mt en 2024 (Fig.2), en légère progression sur un an (+0,5%/2023). Elle a progressé au 1<sup>er</sup> semestre (+0,5%/2023) grâce notamment à un bon 2<sup>ème</sup> trimestre (+0,8%) (Fig.3). Après un léger recul au 3<sup>ème</sup> trimestre (-0,2%), la collecte a nettement rebondi au 4<sup>ème</sup> (+1,1%) alors que la conjoncture laitière était plus incitative à produire. Ainsi, le 2<sup>nd</sup> semestre 2024 s'est conclu par une progression mesurée de la collecte sur un an (+0,4%).

En Matière Solide Utile (MSU), la progression de la collecte de l'UE-27 a toutefois été un peu plus marquée. Elle a atteint +0,8% à 10,9 Mt (soit +87 000 t). Les taux moyens de matières grasses et protéiques étaient tous deux en hausse, à respectivement 4,15% et 3,47% en 2024 (contre 4,12% et 3,44% en 2023).

Les dynamiques de collecte ont cependant été très hétérogènes entre États membres (Fig.4). Sur l'année, la dynamique européenne a été portée par les collectes polonaise, française et italienne. Elles ont en effet respectivement progressé de 467 000 t, 244 000 t et 153 000 t /2023. Le constat était similaire pour la collecte espagnole (+114 000 t ou +1,5%/2023).

Après un premier semestre 2024 en berne dans le sillage de la deuxième moitié de 2023, la collecte irlandaise s'est redressée en fin d'année. Malgré la reprise, elle affichait une baisse d'ampleur modeste (-44 000 t, soit -0,5%/2023). Et si la collecte danoise était également proche de l'équilibre (-9 000 t, soit -0,2%/2023), les collectes allemande et surtout néerlandaise ont connu un recul significatif après les hausses de 2023, avec des diminutions respectives sur un an de 206 000 t (-0,6%/2023) et 273 000 t (-2,0%).

### Prix en hausse, notamment au second semestre

Après le recul observé en 2023, les prix du lait au sein de l'UE-27 étaient en hausse sur l'ensemble de l'année 2024 à 484 €/tonne selon les données de la Commission européenne (+3%/2023). Le niveau de prix restait cependant inférieur au record de 2022 (-4%). Durant l'ensemble du premier semestre 2024, le prix du lait de l'UE-27 est resté relativement stable, oscillant entre 460 et 465 €/tonne.

Portés par l'envolée des cours mondiaux des matières grasses dès la fin du premier trimestre 2024, en raison de la progression de la demande étasunienne en beurre sur le marché mondial, les prix du lait ont connu une hausse progressive à partir du milieu d'année. En 6 mois, les prix du lait payés aux producteurs ont progressé de près de 17% pour atteindre 540 €/tonne en décembre 2024. En moyenne annuelle, la hausse de 2024 est restée cependant plus mesurée (+3%/2023).

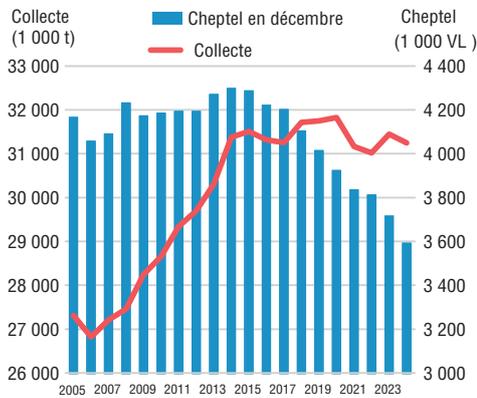
Selon le MMO (Milk Market Observatory), la hausse des prix réels du lait en moyenne annuelle a été plus marquée dans les pays transformant une part importante de la collecte en ingrédients laitiers pour l'export. C'était notamment le cas en Irlande (+15%/2023 à 506 €/t) et dans une moindre mesure aux Pays-Bas (-16% à 496 €/t), en Pologne (+7% à 490 €/t), au Danemark (+6% à 488 €/t) ou en Allemagne (+7% à 484 €/t). A contrario, les prix moyens sur l'année de la France et de l'Italie sont restés relativement stables par rapport à 2023 (respectivement de = à 474 €/t et -1% à 512 €/t). Il était en revanche en net recul en Espagne (-10% à 477 €/t).

<sup>1</sup> Le Luxembourg est exclu de ce chiffre.

# 4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

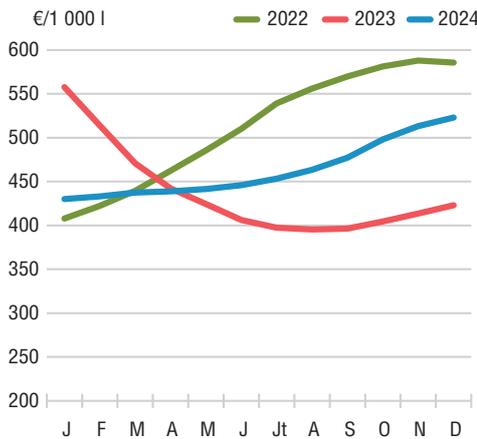


**FIG. 5 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE EN ALLEMAGNE**



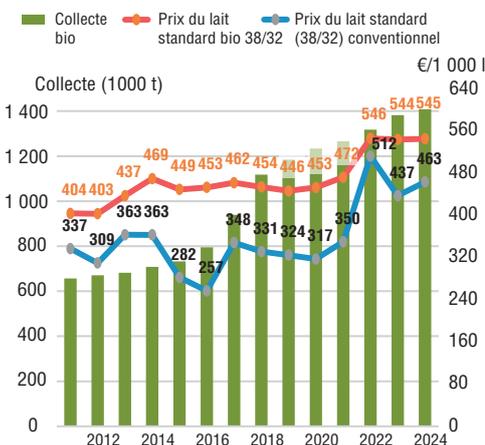
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

**FIG. 6 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

**FIG. 7 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BLE

**Les livraisons allemandes ont reculé en 2024, malgré un prix qui s'est redressé tout au long de l'année. Les fabrications de poudres grasses, de fromages et de beurre ont été dynamiques.**

### Recul des livraisons

En 2024, la collecte laitière allemande a diminué de 0,6% /2023, pour s'établir à 31,25 millions de tonnes (Fig.5). Après un rebond l'année précédente, les livraisons sont restées stables au premier semestre (+0,1%), avant de décliner au second (-0,6%), en raison de la propagation massive du virus de la FCO à partir de juillet. La plupart des Länder ont enregistré une baisse des livraisons, à l'exception de la Bavière, du Bade-Wurtemberg et du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

Les livraisons de lait conventionnel (non bio) ont diminué de 0,7% /2023 pour atteindre 29,93 millions de tonnes. À l'inverse, la collecte de lait biologique a poursuivi sa progression (+1,7%), atteignant 1,409 million de tonnes (Fig.7), portée principalement par les Länder de l'Ouest (+1,9%), qui concentrent 90 % de la production bio. Le lait bio représente désormais 4,5% des livraisons totales.

### Fort repli du cheptel

Le cheptel laitier allemand a poursuivi son repli, enregistrant une baisse de 3,3% en un an, pour s'établir à 3,59 millions de têtes en décembre 2024. En dix ans, il a chuté de 16,4% depuis son pic de 2014, avec une accélération marquée ces deux dernières années.

En 2024, l'Allemagne a subi de fortes pressions sanitaires affectant le cheptel laitier. Sur plus long terme, l'érosion du cheptel est due à une réduction progressive du nombre d'exploitations laitières sans compensation par un maintien des effectifs bovins, ainsi qu'au durcissement des réglementations en matière de bien-être animal et d'environnement.

### Progression du prix du lait en Allemagne

Le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32g de MP et 38g de MG) s'est établi à 463 €/1 000 l en 2024, soit +6%/2023 (Fig.6). Il a atteint son 2<sup>ème</sup> plus haut niveau historique après le pic de 2022. La progression a été continue tout au long de l'année, culminant en décembre à 523 €/1 000 l, soit une augmentation de 100 € en un an (+24%/2023).

Cette hausse s'explique par une ressource laitière sous pression, aggravée par l'épidémie de FCO, ainsi que par une tension accrue sur le marché du beurre.

Le prix du lait bio est resté stable en moyenne sur l'année à 545 €/1 000 l (Fig.7).

Après un léger repli au premier semestre, lié à la saisonnalité de la production, il s'est redressé par la suite.

### Tendance contrastée des fabrications

Les fabrications de poudres grasses sont restées dynamiques en 2024 (+4% /2023) bien qu'elles se soient fortement réduites en fin d'année. En revanche, la production de poudre de lait écrémé a connu un recul de 2%. Les fabrications de fromages et de beurre ont progressé de 1%, avec une nette reprise de la production de beurre au cours des derniers mois de l'année. À l'inverse, les fabrications de lait de consommation et de crème ont enregistré des baisses respectives de 3% et 1%.

Les achats des ménages allemands en produits laitiers ont poursuivi leur croissance en 2024. À l'exception des laits conditionnés et du beurre, tous les produits laitiers ont connu une augmentation des volumes, allant de +2,2% en crème et fromages à +4,5% en yaourts. Les prix de détail du beurre ont connu une forte hausse au cours de l'année.

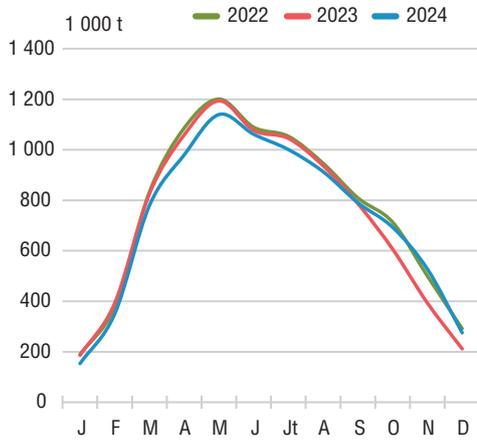
### Réduction de l'excédent commercial

Les **exportations** de produits laitiers ont progressé en valeur de 2,5% /2023. Certaines catégories de produits ont connu une augmentation de leurs volumes exportés. Les exportations de fromages ont progressé de 1%, avec des croissances notables vers l'Autriche, la France, l'Espagne et la Belgique. Celles de lait en vrac et conditionné ont augmenté de 4%. Celles de yaourts ont également été dynamiques (+5%). En revanche, celles de poudres maigre et grasse, de beurre et de crèmes ont diminué. Les **importations** de produits laitiers ont augmenté de 4% /2023 en valeur. Les importations de fromages ont progressé de 5% en volume, principalement en provenance des Pays-Bas et d'Autriche, tandis que celles de crème ont bondi de 25%, avec une hausse marquée des Pays-Bas. Les exportations de yaourts ont également enregistré une croissance de 7%. Une baisse significative des importations de beurre a toutefois été constatée (-12%). L'excédent commercial a diminué de 1% par rapport à 2023.

# 4 LA PRODUCTION IRLANDE & PAYS-BAS

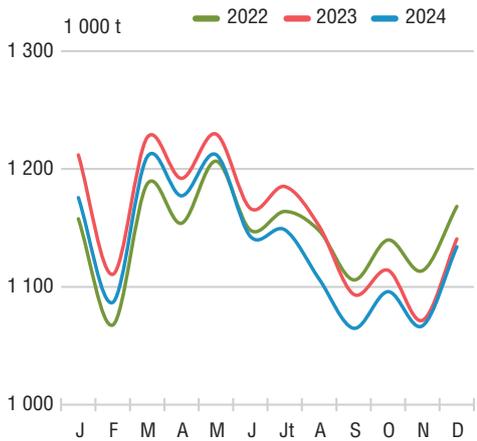


**FIG. 8 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE**



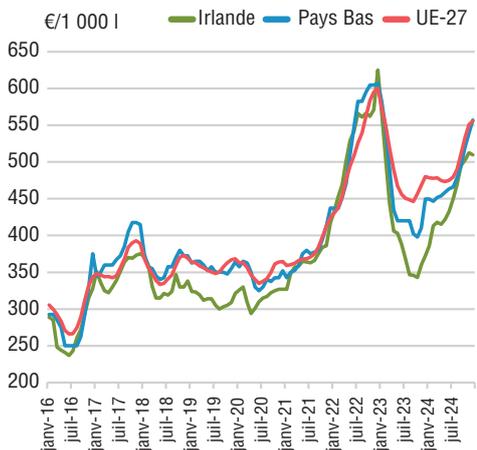
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 9 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 10 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET AUX PAYS-BAS**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO et MMO

**En 2024, la collecte irlandaise s'est tassée légèrement. Aux Pays-Bas, le recul a été plus significatif. Et ce malgré les progressions des prix du lait tout au long de l'année comme en moyenne annuelle. L'application plus stricte des règles environnementales européennes continuent de peser. La mise en œuvre des accords de Paris sur le Climat pourrait aussi jouer à terme sur la production laitière de ces deux pays.**

### **Irlande : redressement de la collecte en fin d'année**

Dans le sillage d'un 2<sup>nd</sup> semestre 2023 en berne, la production irlandaise a commencé l'année 2024 en net retrait (Fig.8). Les niveaux de collecte entre janvier et août étaient tous inférieurs à 2023. Au 1<sup>er</sup> semestre, elle était en repli de 5,6% /2023. Elle s'est ensuite redressée, notamment au dernier trimestre, avec des conditions climatiques plus clémentes et des prix du lait plus incitatifs qu'un an auparavant. À l'automne 2023, la météo particulièrement humide et le manque de disponibilité en fourrages avaient forcé certains éleveurs à rentrer les vaches plus tôt dans la saison et incité à tarir une partie des effectifs pour limiter la consommation de fourrage. Sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2024, la collecte irlandaise a donc progressé (+5,6% /2023). En cumul annuel sur 2024, elle finit presque à l'équilibre par rapport à une année 2023 compliquée, à 8,67 Mt (-0,5% /2023). Avec un cheptel laitier en recul sur un an à 1,48 million de têtes en décembre (-2% /2023), le rendement apparent du troupeau s'est redressé à 5 850 kg/VL (+1,5% /2023) avec des conditions climatiques plus clémentes sans retrouver toutefois le niveau de 2022. La concentration du lait a progressé en un an : le taux de protéine a augmenté de 0,03 point à 3,55% et celui de matière grasse de 0,06 point à 4,36%.

### **Hausse des prix du lait au 2<sup>nd</sup> semestre**

Après la forte chute observée en 2023, le prix du lait en Irlande n'a cessé de croître tout au long de 2024 (Fig.10), porté par la hausse des cours mondiaux, en particulier ceux des matières grasses. Le prix pour un standard 3,7% MG et 3,3% MP est ainsi passé de 386 €/1 000 l en janvier à 510 €/1 000 l en décembre. En moyenne sur l'année, le prix du lait standard a atteint 452 €/1 000 l ou 467 €/t, (+12%/2023, mais -15%/2022).

### **Une partie des fabrications « confidentielles »**

La publication de certaines données de fabrications en Irlande a été suspendue pour des raisons avancées de confidentialité. Les quantités produites de fromages sont inconnues et celles de poudre maigre sont incomplètes. D'après nos estimations, les fabrications de poudre maigre auraient cependant fortement reculé (-15% /2023). C'est également le cas des exportations (-29% /2023 à 152 000 t), en recul sur l'ensemble des principales destinations à l'exception de l'Allemagne (+28%).

Si les fabrications de beurre sont également en retrait (-2% /2023), les exportations ont à nouveau progressé en 2024 à 268 000 t (+3%).

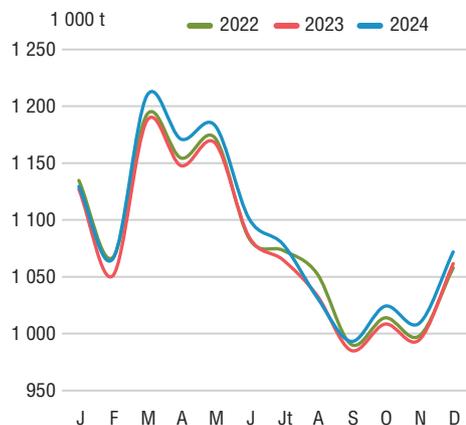
### **Pays-Bas : tassement de la collecte**

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024 aux Pays-Bas, la collecte laitière est en recul par rapport à 2023 (-2%), alors que l'épizootie de FCO perturbe la production depuis l'été 2023 (Fig.9). Après avoir reflué au 2<sup>nd</sup> semestre 2023, les prix payés aux éleveurs néerlandais se sont relevés progressivement en 2024 et n'ont cessé de croître tout au long de l'année (Fig.10). Ils sont passés de 450 €/1 000 l en janvier à 560 €/1 000 l en décembre. En moyenne annuelle, le prix du lait a augmenté de plus de 30 € pour dépasser 480 €/1 000 l (+7% /2023). Toutefois, cette hausse n'a pas permis de stimuler la collecte. Sur l'ensemble de l'année, 13,6 Mt ont ainsi été collectés, soit 275 000 t de moins qu'un an auparavant (-2%). Avec une accélération des réformes par les éleveurs en début d'année quand la conjoncture laitière n'était pas favorable, le cheptel s'est à nouveau replié pour atteindre à 1,52 million de vaches laitières en décembre 2024 (-2,0% /décembre 2023). Si la collecte reste majoritairement destinée à la production de fromage, leur fabrication a reculé en 2024 (-1,8% à 932 000 t). Les fabrications de lait concentré se sont repliées après le bond de 2023 (-7% à 378 000 t). La production de beurre était à nouveau en recul (-5% à 119 000 t). Et si les fabrications de poudre maigre ont rebondi (+17% à 86 000 t), ce n'était pas le cas de leurs exportations (-9% /2023 sur 11 mois).

# 4 ITALIE & POLOGNE

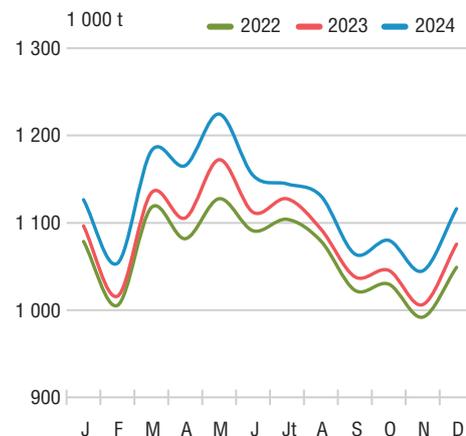


**FIG. 11 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE**



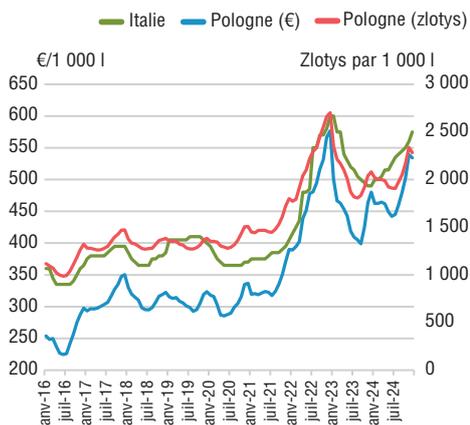
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CLAL

**FIG. 12 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 13 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN POLOGNE ET EN ITALIE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CLAL et MMO

**En 2024, la Pologne a confirmé sa 4<sup>ème</sup> place de collecteur de lait de l'UE, acquise en 2023 au détriment de l'Italie. Les écarts de production entre les deux pays se sont même accrus (de 100 000 t en 2023 à plus de 400 000 t en 2024) malgré les progressions dans les deux pays.**

### Italie : la demande pour les fromages stimule la production

En Italie, la collecte laitière a progressé de 1,3% à 13,07 Mt, malgré un été très chaud qui a fait flancher la production en août (Fig.11). Cette progression a été largement tirée par la Lombardie, principale région productrice, dont la collecte a progressé de 2,2% à 6,135 Mt et secondairement le Piémont (+2,4% à 1,22 Mt). La forte demande pour les fromages italiens, à l'export mais également sur le marché national, a dopé les fabrications et les prix, stimulant la production.

Le prix du lait moyen à la production a progressé tout au long de l'année pour atteindre 575 €/1 000 l en décembre 2024, soit +17% /décembre 2023 (Fig.12). En moyenne annuelle, le prix reste modeste, à 530 €/1 000 l (+0,4%/2023), l'année 2023 ayant démarré très fort après le pic atteint en décembre 2022.

En parallèle de cette hausse du prix du lait, les éleveurs ont bénéficié de la baisse du prix du tourteau de soja et du maïs grain, leur permettant d'intensifier la production.

### Forte hausse des prix et des fabrications de fromages

Le Grana Padano affiné 9 mois a vu son prix de gros progresser de 19% en 12 mois pour atteindre 10,50 €/kg en décembre 2024. Les fabrications de Grana Padano, qui utilisent 24% de la collecte nationale et dont la zone de production s'étend sur une grande partie de la plaine du Pô, ont augmenté de 3,3% en 2024 à 5,6 millions de meules. Cette croissance fait suite à une hausse de près de 5% en 2023. Son cousin le Parmigiano Reggiano a enregistré une hausse de ses fabrications de 1,6% à 4,78 millions de meules, avec un prix de gros en hausse de 24% sur un an à 12,11 €/kg en décembre 2024 pour un affinage de 12 mois.

La hausse de production n'a pas empêché une hausse des importations de lait vrac (+2,7% /2023 sur les 11 premiers mois de l'année). Après avoir considérablement chuté entre 2014 et 2022, en lien avec le regain d'autosuffisance du marché italien en produits laitiers, les importations de lait vrac sont reparties à la hausse à partir de 2023.

### Pologne : le dynamisme toujours au rendez-vous

La dynamique de production en Pologne reste une constante. En 2024, la collecte a de nouveau progressé de 470 000 t (+3,6%/2023) pour atteindre 13,5 Mt. Cette progression participe encore au recul des importations de lait vrac (-9% /2023), notamment en provenance d'Allemagne.

Après une baisse en début d'année en euros (amplifiée en zlotys par le jeu de la parité), le prix du lait a progressé à partir du milieu d'année (Fig.12). En décembre 2024, il approchait les 540 €/1 000 l contre 460 € en janvier 2024. Ce niveau restait inférieur au record de décembre 2022, proche des 580 € (-7%). En moyenne annuelle, il a atteint 475 €/1 000 l (ou 490 €/t, +7%/2023 en euros et +1% en zlotys).

La plupart des fabrications ont augmenté à l'exception notable des laits liquides (-1% /2023) et du beurre (-3%). Les fabrications de fromages ont nettement progressé à 1,05 Mt (+5%) tout comme celles de yaourts (+9%). Idem pour la poudre maigre à 167 000 t (+5% /2023), dépassant légèrement le niveau record de 2020 (+1%). Enfin, la demande intérieure, notamment en produits frais, perdurait en 2024 en raison d'un nombre toujours important de réfugiés ukrainiens.

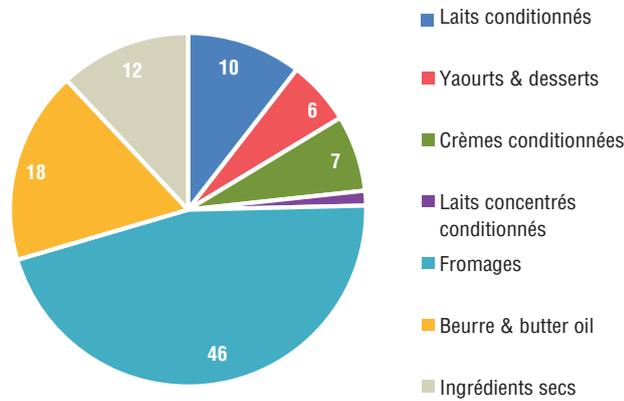
### Hausse des exportations de poudres maigre et réengraissée, baisse pour le beurre

Les exportations de poudre maigre ont augmenté à 135 000 t (+4%/2023). L'Algérie reste de loin la 1<sup>ère</sup> destination (+34% à 76 000 t) et concentre désormais 56% des envois (contre 44% en 2023 et 34% en 2022). L'export de poudre de lait réengraissée avec de la matière grasse végétale depuis la Pologne poursuit également sa progression. 210 000 tonnes ont été exportées en 2024 (+11%/2023), dont près d'un quart vers le Sénégal. A contrario, avec des fabrications en retrait, les exportations polonaises de beurre, majoritairement destinées au marché européen, sont tombées sous le seuil des 60 000 tonnes (-18%/2023).

## FABRICATIONS EUROPÉENNES 2024

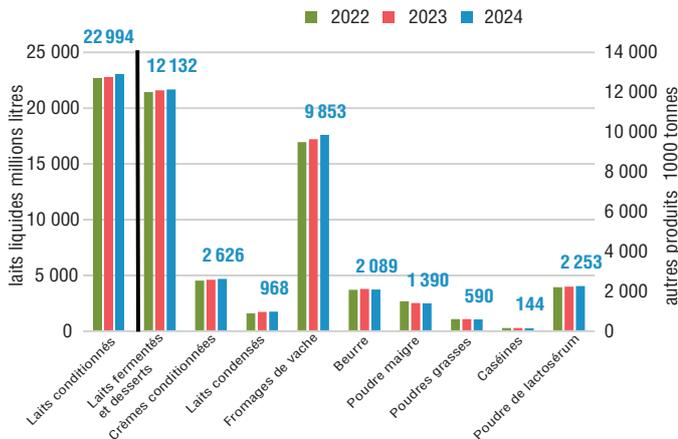
Alors que la ressource laitière a légèrement augmenté en 2024, la part du lait transformé en fromages et en crème conditionnée a progressé à respectivement 45,8% et 7,0% de la MSU (Matière Solide Utile). A nouveau, les fabrications de fromages et de crèmes ont été en hausse.

FIG. 14 : UTILISATION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2024 (% DE MSU)



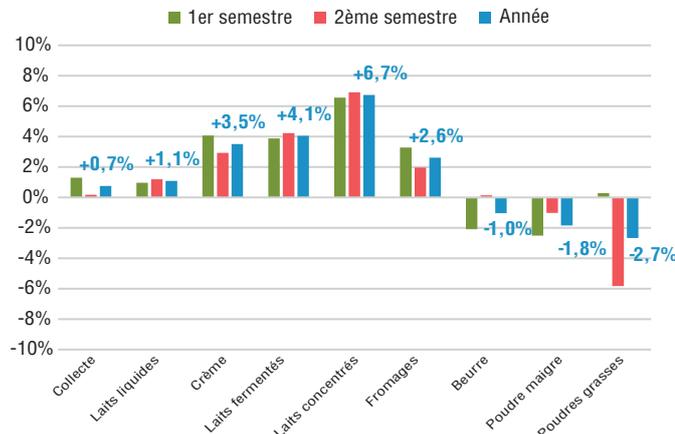
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 15 : FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 16 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES\* EN 2024 (% /2023)



\*certaines données d'Etats membres jugées confidentielles ne sont pas incluses dans les évolutions présentées ici.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## 46%

C'est la part, en matière solide utile (MSU), du lait transformé en fromages dans l'UE-27.

Les changements d'utilisation de la collecte entre 2023 et 2024 ont été limités (Fig.14). En 2024, la proportion de lait transformé en produits de grande consommation (PGC) a diminué de 0,3 point à 33,5% de la MSU. C'est également le cas pour les produits industriels (20,7% de la MSU) dont la proportion a reculé de 0,3 point en raison de la baisse des fabrications de poudres maigre et grasses (de respectivement 1,7% et 2,8%/2023).

### Poursuite de la hausse des fabrications de fromages et de poudre de lactosérum

En 2024, les fabrications de **fromages** de l'UE-27 ont à nouveau été dynamiques d'après nos estimations (+2,6% à 9,85 Mt), alors que la collecte a légèrement rebondi (Fig.15 et 16). L'essor de la production a été particulièrement marqué en début d'année, se poursuivant ensuite trimestre après trimestre, avec une moindre progression lors du creux laitière. En parallèle, les fabrications de **poudre de lactosérum** ont logiquement augmenté (+1,0% à 2,25 Mt).

### Moins de fabrications de poudres, plus de lait conditionné et de lait fermenté

Avec un marché mondial plutôt atone, les fabrications européennes de **poudre maigre** ont légèrement baissé en 2024, à 1,4 Mt (-1,8% /2023). Elles ont à nouveau reculé en Allemagne (-5% à 329 000 t), 2<sup>ème</sup> producteur européen. La France, au 1<sup>er</sup> rang européen depuis 2021, a vu, au contraire, ses fabrications progresser à 376 000 t (+1% /2023) dans le sillage du léger rebond de sa collecte.

Les fabrications de **poudres grasses** étaient également en recul en 2024 (-2,7% à 590 000 t) après le rebond de 2023. Elles ont notamment diminué aux Pays-Bas et au Danemark (-5 000 t chacun) mais sont restées stables chez le principal fabricant européen, l'Allemagne (+0,6% à 133 000 t).

A contrario, les fabrications de **lait fermentés** et desserts comme de lait concentré ont progressé sur l'ensemble de l'année (de respectivement +4,1% et +6,7% d'après les données disponibles auprès d'Eurostat).

### Hausse de fabrications de crèmes, baisse pour le beurre

La dynamique de hausse de fabrications de **crèmes conditionnées** dans l'UE-27 observée en 2023 s'est poursuivie en 2024 (+3,5% à 2,63 Mt). C'est à nouveau en Espagne, désormais au 4<sup>ème</sup> rang des fabricants devant la Pologne, que la progression était la plus importante (+42 000 t soit +18% à 269 000 t), toujours au détriment du beurre (-19% soit -4 000 t à 16 000 t). En France, les fabrications de crèmes conditionnées ont aussi nettement augmenté (+3% soit +17 000 t à 579 000 t). Celles de beurre étaient à nouveau en retrait, passant sous la barre des 400 000 t (-1% à 399 000 t).

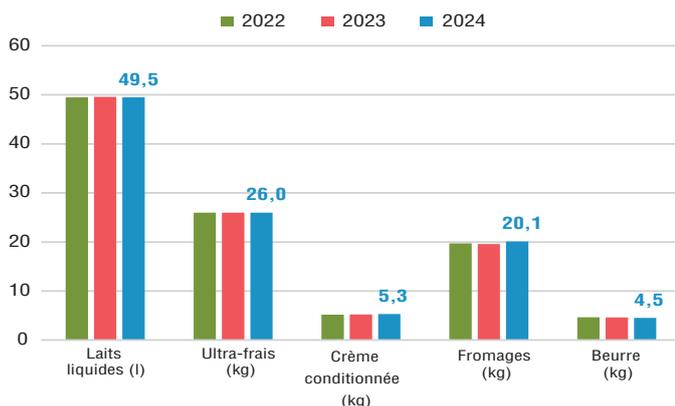
Dans l'ensemble de l'UE, les fabrications de **beurre** en 2024 étaient également en baisse de -36 000 t, à 2,1 Mt (-1,0% /2023). Outre le recul de la France et de l'Espagne, les fabrications étaient en retrait significatif au Danemark (-8 000 t soit -9% à 88 000 t), en Pologne (-7 000 t soit -3% à 258 000 t), aux Pays-Bas (-7 000 t soit -5% à 119 000 t) et en Irlande (-5 000 t soit -3% à 268 000 t). À l'inverse, les fabrications de beurre ont progressé en Belgique (+8 000 t soit +7% à 128 000 t) et en Italie (+6 000 t soit +6% à 104 000 t).

Les fabrications étaient stables en Allemagne, 1<sup>er</sup> producteur européen, avec 481 000 tonnes produites.

# 4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

## CONSOMMATION EUROPÉENNE 2024

FIG. 17 : CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE-27



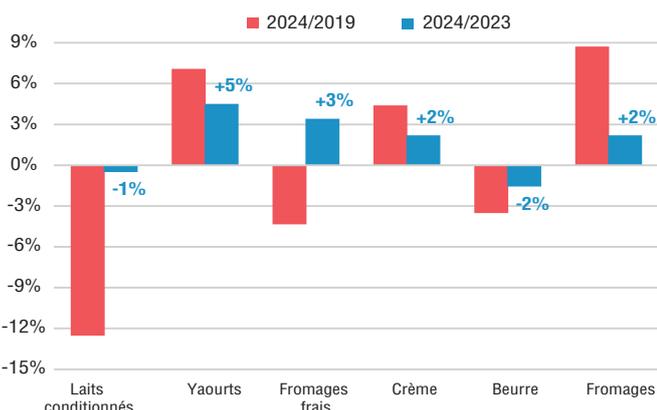
e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

TAB. 1 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-27

millions de tonnes équivalent lait	2020	2021	2022	2023	2024	2024 /2023
Production	154	154	154	154	155	+0,7%
Collecte	144	144	144	144	144	+0,5%
Variation des stocks	0	0	0	0	0	=
Importations	4	3	4	3	3	-3,2%
Exportations	28	27	25	26	25	-1,7%
Utilisation intérieure	130	130	132	131	132	+0,9%
Consommation (kg/hab.)	292	292	295	291	294	+0,9%

e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 18 : ÉVOLUTION DES ACHATS DE PRODUITS LAITIERS PAR LES MÉNAGES ALLEMANDS EN VOLUME (% /2019 ET 2023)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

### Entre diminution de l'inflation et consommation individuelle dynamique

En 2024, la consommation totale de l'UE à 27 calculée par bilan a progressé (+1% /2023 à 132,0 Mt) après la baisse observée en 2023. Avec la croissance démographique dans l'UE, soutenu par le flux migratoire liée à la guerre en Ukraine, la consommation par habitant en équivalent lait a augmenté à près de 294 kg/an (+0,9% /2023), niveau proche du pic de 2022 (Tab.1). La moindre inflation alimentaire au sein de l'UE et le coût plus abordable des produits laitiers comparé à d'autres protéines animales ont probablement exercé une influence positive sur le rebond de la consommation de produits laitiers.

Parmi les différents produits consommés, ce sont les **fromages** qui ont connu la plus forte croissance relative avec une consommation qui a dépassé pour la première fois les 20 kg par habitant en 2024 (+2,6% /2023 à 20,1 kg/an/habitant). La consommation de **crème conditionnée** était également en hausse, avec 5,3 kg consommés par habitant en 2024 (+1,3% /2023).

La consommation individuelle d'**ultra-frais** était stable à 26,0 kg/hab./an (= /2023) après une forte baisse en 2022. Le ralentissement de l'inflation serait le principal moteur de la stabilisation. Même constat pour la consommation de **laits conditionnés**, bien que celle-ci ait légèrement diminué à 49,5 kg/an (-0,2% /2023). La demande individuelle semble se stabiliser, à des niveaux toutefois bien inférieurs aux plus de 52 kg consommés en début de pandémie (2020) et aux 56 kg consommés il y a plus d'une décennie.

Avec des cours mondiaux très soutenus et une fabrication européenne en retrait, la consommation de **beurre** par habitant a atteint son plus bas niveau depuis 2016, avec un niveau estimé d'à peine plus de 4,5 kg/hab. en 2024 (-2,1% /2023).

### Poursuite de la reprise de la consommation en Allemagne après les effets de l'inflation en 2022

**En Allemagne**, les achats des ménages ont globalement rebondi pour la deuxième année consécutive après avoir fortement chuté en 2022 avec une inflation alimentaire plus forte et plus rapide qu'en France (Fig.18). Principale ombre au tableau néanmoins, les achats de beurre étaient en retrait (-2% /2023) dans le sillage d'un prix au détail en très nette hausse (+47% entre décembre 2023 et décembre 2024). Les achats de lait conditionné ont connu un recul très mesuré (-0,5% /2023) malgré une baisse des prix en moyenne annuelle (-4% /2023).

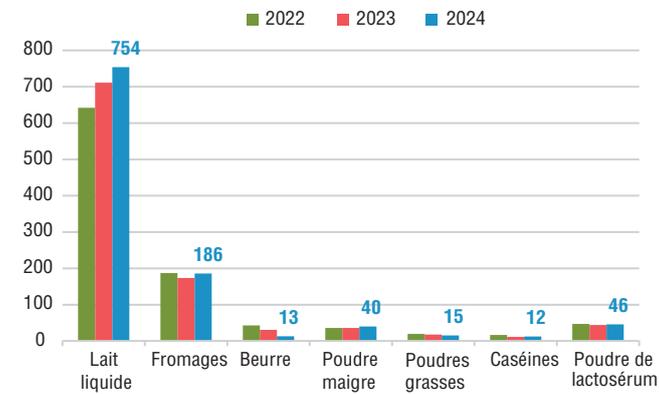
Pour le reste des produits laitiers, l'année 2024 a été synonyme de progression des achats par les ménages allemands. La consommation des autres produits laitiers frais était ainsi à nouveau en hausse (+4,5% /2023 pour les yaourts, +3,4% pour les fromages frais). C'était également le cas pour les achats de fromages (+2,2%), et ce alors que les prix des principaux types de fromages étaient en baisse en moyenne annuelle (-2% pour le Gouda, -4% pour la Feta et même -6% pour l'Emmental).

Toutefois, les niveaux d'achats de nombreux produits laitiers en 2024 demeuraient inférieurs à ceux d'avant pandémie de covid (soit en 2019). C'était le cas du fromage frais (-4% /2019), du beurre (-3,5%) et plus fortement du lait conditionné (-13%).

## COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2024

En 2024, l'excédent commercial de l'UE-27 a mieux résisté en valeur (-0,6% /2023 à 21,9 Mds €) qu'en volume. Ainsi, les exportations européennes en équivalent lait ont marqué le pas, à 25,5 Mt (-1,7% /2023), s'éloignant ainsi du record de 2020 à 27,6 Mt. Dans le même temps, les importations ont également baissé en volume (-3,2% /2023 à 2,95 Mt) mais pas en valeur.

FIG. 19 : IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27 (1 000 T)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et CLAL

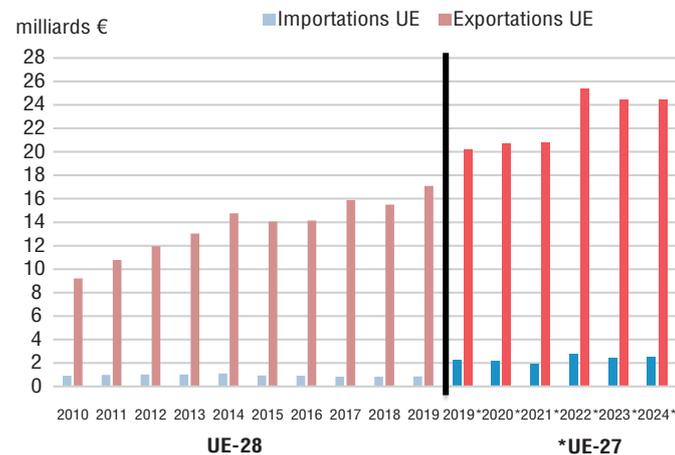
### Importations en baisse en volume mais hausse en valeur

Estimées à moins de 3 Mt d'équivalent lait en 2024, les importations ont reculé. Elles ne représentaient plus que 2,4% de la consommation de l'UE-27. Dans un contexte mondial compliqué, les importations de **beurre** ont à nouveau chuté de près de 57% (Fig.19). Les principales baisses concernent les origines Royaume-Uni (-65% à 8 500 t) et Nouvelle-Zélande (-88% à 700 t). Les importations ont cependant augmenté depuis l'Ukraine (x9 à 1 400 t), la Norvège et l'Australie. Les importations de butter-oil sont restées stables limitant le recul des importations de matières grasses.

La dynamique est différente concernant les **fromages**, avec une hausse des volumes importés (+7% /2023) depuis le Royaume-Uni (+2% à 113 000 t), la Suisse (+11% à 60 000 t) ou l'Ukraine (x3 à 2 700 t). Et à nouveau, les importations irlandaises de **lait liquide** en vrac depuis l'Irlande du Nord ont progressé, entraînant l'augmentation des imports de l'UE-27 de lait liquide (+6% à 754 000 t). 99% étant originaire du Royaume-Uni.

En valeur, les importations tous produits laitiers se sont nettement redressées (+5,0% à 2,5 milliards d'euros) (Fig.20).

FIG. 20 : LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE\*

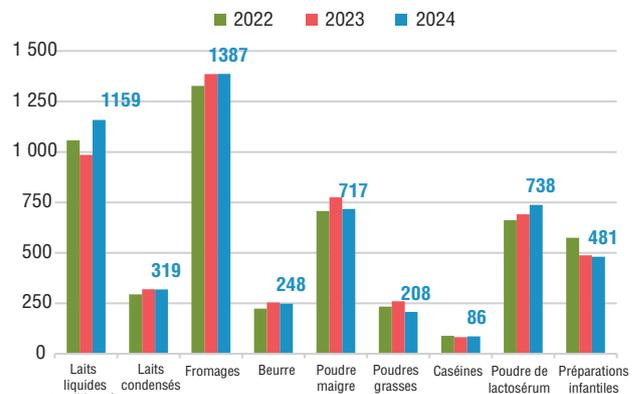


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

## 22 milliards €

C'est la valeur du solde commercial de l'UE-27 en produits laitiers en 2024.

FIG. 21 : EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27 (1 000 T)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et CLAL

### Stabilité des exports en valeur mais baisse en volume

Après le rebond de 2023, les exportations ont reculé en volume à 25,5 Mt équivalent lait (-1,7% /2023). Elles étaient cependant relativement stables en valeur à 24,4 milliards d'euros en raison du rebond des cours des commodities (Fig.20).

Les volumes de **lait liquide** expédiés depuis l'UE ont progressé (+18% /2023 à 1,16 Mt), avec des dynamiques différentes cependant : baisse pour le conditionné et hausse pour le vrac (Fig.21). Plusieurs autres hausses ont été constatées, comme pour le **lait fermentés et desserts** (+8% à 471 000 t) ou les **crèmes** (+7% à 270 000 t). Mais après la hausse de 2023, les exportations de **fromages** se sont stabilisées en 2024 à 1,39 Mt (+0,1% /2023). Les envois vers le Royaume-Uni, 1ère destination pour les fromages européens, ont été à nouveau stables (-0,5% /2023 à 430 00 t). Ils étaient en progression vers les États-Unis (+12% à 142 000 t) mais en baisse vers le Japon (-20% à 81 000 t). Autres baisses marquantes, la demande chinoise s'est tassée (-10% à 30 000 t) tout comme celle du Chili après le bond de 2023 (-30% à 19 500 t). A l'opposée, la demande canadienne poursuit sa progression dans le sillage de l'application du CETA (+11% à 29 500 t) tout comme la demande algérienne (+43% à 22 500 t).

Les exports de **beurre** ont reculé (-4% à 270 000 t) en lien avec la baisse des fabrications. Fait notable, ils ont été en hausse vers les États-Unis (+41% à 64 000 t), particulièrement actifs sur le marché mondial en 2024.

### Bilan mitigé pour les exportations de produits secs

Les exportations annuelles de l'ensemble des ingrédients secs ont reculé en 2024 à 1,75 Mt (-3% /2023). Cette baisse est liée au recul des volumes expédiés de poudre maigre (-8% /2023 à 720 000 t) et de poudres grasses (-20% à 210 000 t). Ce n'était pas le cas pour la poudre de lactosérum (+7% à 738 000 t). Parmi les clients majeurs de l'UE, les envois vers la Chine ont à nouveau reculé en 2024 en poudre maigre (-57% à 29 600 t), contrairement aux poudres grasses (+3% à 14 700 t) et poudre de lactosérum (+6% à 214 000 t). Si les expéditions vers l'Algérie ont augmenté en poudre maigre (+15% à 165 000 t), elles ont diminué en poudre de lactosérum (-5% à 3 300 t) et se sont effondrées en poudres grasses (-82% à 4 700 t).

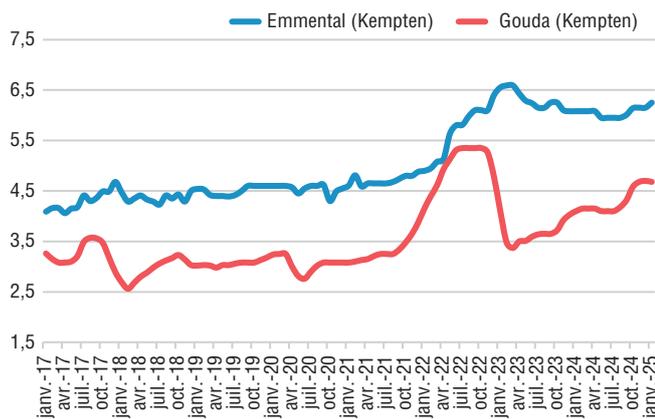
# 1,39 million de tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés vers les pays tiers en 2024.

## MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

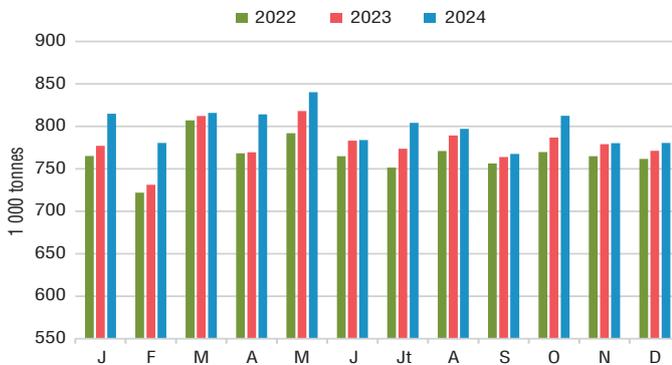
Poursuivant la dynamique des années passées, les fabrications de fromages ont progressé en 2024. Cette hausse a surtout servi à répondre à la demande intérieure alors que les exportations sont restées stables en volume.

FIG. 22 : COURS DES FROMAGES AU STADE GROS (€/KG)



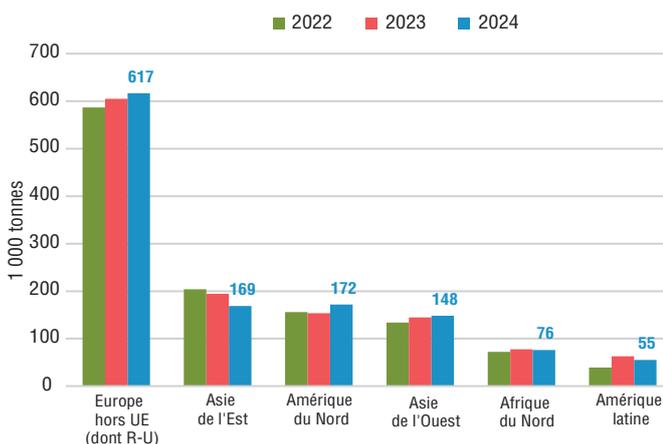
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FIG. 23 : FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-27\*



\*Fabrications irlandaises exclues  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 24 : EXPORTATIONS DE FROMAGES DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



### Des prix plutôt soutenus au second semestre 2024

Après un 1<sup>er</sup> semestre 2024 plutôt atone, les cotations des fromages en UE se sont appréciées au cours du 2<sup>nd</sup> semestre avec un dynamisme certain en fin d'année. (Fig.22) Ainsi, le cours du gouda en Allemagne (Kempton) est resté relativement stable alors que le prix du cheddar aux États-Unis était pourtant haussier. Il a oscillé entre janvier et juillet autour de 4,10-4,15 €/kg. À partir du mois d'août, la cotation a progressé pour atteindre 4,70 €/kg en décembre 2024, inférieur cependant au record de 5,35 €/kg atteint mi-2022. En moyenne annuelle, le prix du gouda s'est établi à 4,28 €/kg soit une hausse de +16% /2023 (+0,60 €/kg).

Les variations du cours de l'emmental en Allemagne ont été plus limitées. Celui-ci étant même en léger retrait au 2<sup>ème</sup> trimestre. Suivant la tendance baissière de 2023, la cotation s'est légèrement dépréciée pour repasser sous la barre des 6 €/kg entre mai et août 2024, une première depuis août 2022. La tendance s'est ensuite inversée permettant au cours de progresser. Il est passé de 5,98 €/kg en août à 6,15 €/kg en décembre 2024 et même 6,25 €/kg en janvier 2025. Les niveaux de prix restent encore historiquement hauts. En moyenne annuelle, le cours de l'emmental à Kempton a atteint 6,05 €/kg, deuxième prix le plus élevé derrière le record de 2023 (-4% /2023).

### Progression des fabrications en 2024

Exception faite de 2022, les fabrications de fromages ont poursuivi leur croissance habituelle en 2024 (Fig.23). Tous types confondus, elles ont atteint 9,8 Mt d'après nos estimations (+2,3% /2023). Un niveau record. Mois après mois, les fabrications de 2024 ont dépassé celles des deux années précédentes. Cette progression résulte des investissements toujours importants réalisés en UE-27 dans l'activité fromagère (voir page 34). Les plus fortes progressions concernent les principaux producteurs européens. L'Allemagne, 1<sup>er</sup> fabricant, a connu la hausse la plus conséquente, à 2,52 Mt (+3% ou +70 000 t /2023). La Pologne, 4<sup>ème</sup> producteur européen, poursuit sa croissance année après année. En 2024, le pays a vu sa production augmenter de 45 000 t (+4,5% /2023 à 1,05 Mt). La France, toujours au 2<sup>ème</sup> rang a affiché une hausse de 30 000 t (+2% /2023 à 1,77 Mt) suivie du Danemark (+21 000 t ou +4% /2023 à 518 000 t). Les fabrications italiennes, toujours à la 3<sup>ème</sup> place en UE, ont également progressé à 1,22 Mt (+0,8% soit + 10 000 t).

### Plus de fromages consommés

D'après nos estimations, dans l'UE-27, la consommation de fromages calculée par bilan (toutes espèces confondues) a de nouveau progressé en 2024 à 9,03 Mt (+2,6% /2023). La hausse de la population européenne, n'explique pas tout : la consommation par habitant aurait, en effet, dépassé les 20 kg d'après nos estimations. À 20,1 kg/hab. en 2024 (+2,5% /2023).

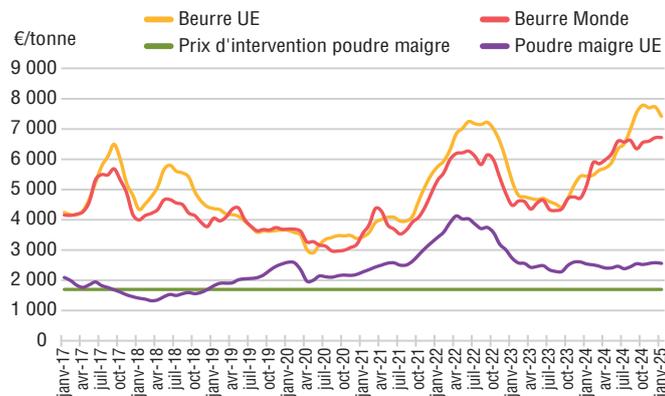
### Stabilité des exportations

Les exportations européennes de fromages sont restées stables en 2024 (Fig.24) malgré la progression des fabrications, à 1,39 Mt (= /2023). Les envois vers le Royaume-Uni, 1<sup>er</sup> client, étaient en léger retrait (-1% /2023 à 430 300 t), mais en hausse sur le reste du continent. Elles étaient en repli vers le Japon (-21% à 81 000 t), la Corée du Sud (-4% à 52 000 t) et la Chine (-10% à 30 400 t). A contrario, elles progressaient vers l'Amérique du Nord (+12% vers les Etats-Unis et +11% vers le Canada).

## MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

Les ingrédients laitiers ont connu des dynamiques de prix assez différentes en 2024. Un point commun cependant, les exportations européennes de beurre et poudre maigre ont reculé en volume.

FIG. 25 : COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

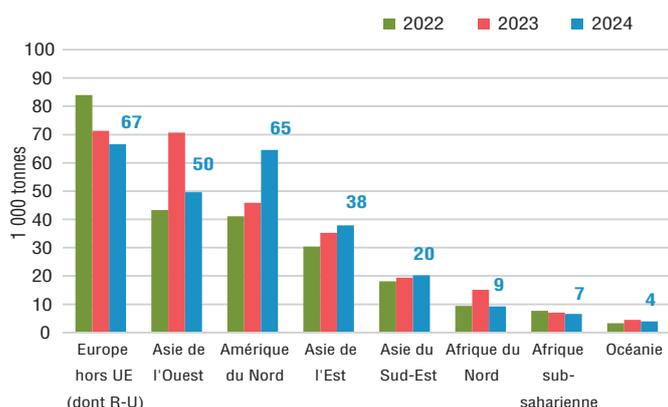
### Envolée des cours du beurre, pas de la poudre maigre

En 2024, les prix des deux commodités laitières ont connu des dynamiques divergentes sur le marché mondial et dans l'UE-27 (Fig.25). Portée par une demande soutenue des États-Unis et une baisse des fabrications en Irlande au 1<sup>er</sup> semestre puis au 2<sup>ème</sup> semestre par l'émergence de différentes épizooties en UE (MHE et FCO), les cours européens du **beurre** ont très nettement progressé en 2024, dépassant même le record historique de 2022. En octobre 2024, le prix dans l'UE dépassait ainsi les 7 780 €/t, soit près de 530 € de plus que le record de 2022 (+7% à 7 250 €/t). Malgré une légère détente en fin d'année, la cotation restait soutenue début 2025, à près de 7 420 €/t en janvier 2025.

La dynamique a été différente pour la **poudre maigre**. La cotation européenne est restée beaucoup plus stable, oscillant entre 2 400 et 2 600 €/t en 2024, avec un petit creux au moment du pic laitier. En fin d'année, les cours mondiaux ont enregistré une hausse significative (+23% entre juillet 2024 et janvier 2025) contrairement à l'UE où l'augmentation n'a été que de (+4%).

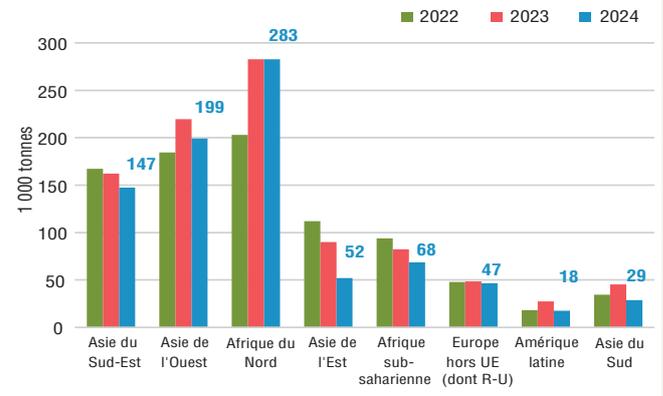
En moyenne annuelle, les cours européens du beurre se sont fortement rapprochés du record de 2022, à 6 560 €/t (+36% ou + 1 750 €/t /2023 mais -2% ou -120 €/t/2022). Ceux de la poudre maigre étaient stables sur un an, à 2 480 €/t (= /2023).

FIG. 26 : EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

FIG. 27 : EXPORTATIONS DE POUDRES DE L'UE-27 PAR DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

### Replis des fabrications et des exports de beurre, malgré la demande

Au sein de l'UE-27, les fabrications de beurre ont reculé à 2,09 Mt (-22 000 t soit -1% /2023). La baisse a été constante sur les trois premiers trimestres avant un redressement des fabrications au dernier trimestre 2024 (+3% /4<sup>ème</sup> trimestre 2023), face à l'affolement des marchés. Au 1<sup>er</sup> trimestre, la chute des fabrications irlandaises a limité les disponibilités sur le marché européen (-13% au 1<sup>er</sup> trimestre et -2% sur l'année). L'Allemagne, 1<sup>er</sup> fabricant, a vu sa production stagner à 481 000 t (= /2023). Les fabrications ont significativement reculé au Danemark (-8 000 t ou -9%), en Pologne (-7 000 t ou -3%), aux Pays-Bas (-7 000 t ou -5%), ou encore en France (-5 000 t ou -1%, à 399 000 t). Parmi les principaux producteurs, seules la Belgique et l'Italie ont vu leur production significativement augmenter (respectivement + 8 000 t ou +7% et +6 000 t ou +6%).

Avec des disponibilités limitées, les exportations européennes de beurre ont reculé en 2024, à 277 000 t (-4% ou -10 000 t /2023). Un fait reste marquant cependant, la forte hausse des envois vers l'Amérique du Nord (+41%) (Fig.26). La demande soutenue des États-Unis afin d'anticiper les besoins pour les fêtes de fin d'année (Thanksgiving) a particulièrement joué. Certains opérateurs du pays auraient également été particulièrement actifs avant les élections présidentielles, anticipant l'élection de Trump et la mise en place de barrières douanières. L'UE-27 y a exporté près de 64 000 t (+19 000 t ou +41%), soit plus du quart des volumes exportés.

Calculée par bilan, la consommation européenne de beurre en 2024 aurait reculé (-2,1% /2023 à 2,07 Mt), tout comme la consommation individuelle, à 4,5 kg/hab./an (-2,2% /2023).

### Tendances similaires pour la poudre maigre

Dans l'UE, les fabrications de poudre maigre se sont repliées de -1,8% /2023 à 1,4 Mt. La plus forte chute concerne le principal producteur, l'Allemagne (-18 000 t soit -5%) où une partie des volumes a probablement été réorientée vers la fabrication de lait concentré (+15% de fabrication en 2024), notamment pour l'export. À l'inverse, les fabrications de poudre maigre ont progressé aux Pays-Bas, en Pologne ou en France.

Dans le sillage du recul des fabrications, les exports de poudre maigre ont diminué (-8% à 720 000 t soit -60 000 t). L'ampleur de la baisse indique probablement que des stocks ont été constitués alors que le marché mondial était peu dynamique, notamment en milieu d'année. L'UE-27 a vu ses envois diminuer dans l'ensemble des régions du monde (Fig.27), exception faite de l'Afrique du Nord où les exportations sont restées stables, portées notamment par la demande algérienne (+15% /2023 à 1 65 000 t).

5

# L'INDUSTRIE LAITIÈRE

## Principaux événements de l'année 2024



**En France**, en 2024, les investissements productifs dans le secteur fromager restent dynamiques, portés par des projets d'agrandissement, de modernisation et des acquisitions.

Plusieurs acteurs renforcent leurs capacités de production. Les investissements dans les ingrédients secs demeurent limités et peu d'investissements sont à souligner dans les produits frais. Les préoccupations environnementales, énergétiques et logistiques se renforcent, avec des investissements dans ce sens à l'instar de Bel, Danone et Alsace Lait.

À l'international, les groupes français poursuivent leur expansion, notamment via des acquisitions, des constructions et des modernisations de sites, à l'image de Bel, Danone et Lactalis.

**En Europe**, les investissements productifs dans l'industrie laitière restent dynamiques.

Si l'activité fromagère continue d'attirer des investissements significatifs, des développements notables sont également observés dans les produits frais et secs.

Enfin, la progression des investissements dans les énergies vertes se confirme avec plusieurs initiatives en Europe du Nord et de l'Est, visant à décarboner la production laitière et à optimiser les infrastructures de stockage et de transformation.

### FRANCE

#### Multiproduits

**Altitude** devient actionnaire de **Sodiaal**. Le consortium en soutien de la **Coopérative laitière de la Sèvre**, qui comprend notamment les coopératives **Terra Lacta** et **Océalia**, annonce un plan d'investissement de 15 M€ sur 5 ans pour renflouer les fonds propres de la structure et rénover ses installations de fabrication de fromages et de beurre. La coopérative fromagère **Jeune Montagne** fusionne avec la **Coopérative de Thérondeles**.

#### L'activité fromagère reste dynamique

**Agrial** investit 100 M€ dans une nouvelle usine de fromage de chèvre près de Saint-Maixent (79). **Cloche d'Or**, filiale du groupe **Triballat Rians**, rachète à **Olga** les entreprises **Hardy Affineur** et **Pierre Segré**. La **Fromagerie Gardon** finalise un projet de 1,5 M€ pour automatiser son site de La Chapelle-Laurent (15) et mettre en place une nouvelle cave d'affinage. **JuraFlore** accroît la capacité d'affinage de comté du Fort des Rousses (39) moyennant 20 M€. La **Fromagerie Masson** augmente de 30% sa capacité de production, à la suite d'un investissement de 4 M€ à Juvigny (74). **Lincet** relance son projet d'agrandissement de la **fromagerie Gaugry** à **Brochon** (21) pour un montant de 25 M€. **Milleret** investit 7,2 M€ pour doter son site de Charcenne (70) de deux nouveaux hâloirs, d'un entrepôt additionnel de stockage et de nouvelles lignes de conditionnement et de retourne mécanisée. **Unigrains** prend une participation minoritaire dans le capital de **Beillevaire**, qui acquiert Le **Curé nantais** à Pornic (44), la **Fromagerie de la Houssaye** dans le Calvados et la **Fromagerie de Vinay** dans l'Isère.

Début 2025, **Sodiaal** annonce le transfert des fabrications d'emmental du site de Malestroit (56) vers celui de Montauban-de-Bretagne (35) d'ici 2028-29, moyennant un investissement de 30 M€.

#### Peu d'investissements en ingrédients secs

**Danone** équipe son site de fabrication de lait infantile localisé à Steenwoorde (59) d'une chaudière à biomasse pour 10 M€ et d'une ligne de fabrication de compléments nutritionnels moyennant 60 M€. **Sodiaal** se dote d'un nouveau centre de collecte de lait à Carhaix (29), où sont installées ses usines d'ingrédients **Nutri'Babig** et **Synutra**, via un investissement de 1,7 M€.

#### Produits de grande consommation (PGC) hors fromages

Les fabricants de produits desserts ultra-frais laitiers et végétaux bio **Biochamps** et **Morice** fusionnent. Le groupe suisse **Emmi** acquiert **Mademoiselle Desserts** pour 900 M€. **Lactalis** finalise un investissement 10 M€ sur 2 ans au sein de son site de fabrication de yaourts localisé à Laval (53). Il investit 11 M€ à Petit-Fayt (59) pour rénover son atelier de conditionnement de lait UHT. **Yoplait** double la capacité de production de skyr de son site du Mans (72).

#### Produits végétaux et fermentation de précision

**LSDH** investit 39,5 M€ dans un outil d'extraction végétale sur le site de Saint-Denis-de-l'Hôtel (45).

#### Equipements énergétiques et environnementaux

**Bel** équipe les sites de Lons-le-Saunier (39) et d'Ulzama en Espagne de chaudières à granulés de bois.

## Logistique, laboratoires d'analyse et centres de R & D

**Alsace** Lait construit à Hoerd (67) un nouveau centre de stockage et d'expédition, moyennant 11 M€. **Bel** investit 7,5 M€ dans son site de recherche et développement de Vendôme (41) pour développer de nouveaux produits végétaux et rendre les emballages de ses produits davantage éco-responsables.

## Déploiement industriel important de Bel, Danone et Lactalis hors Europe

**Bel** inaugure en Inde sa nouvelle usine de fromages construite avec son partenaire Britannia dans l'Etat de Maharashtra, à la suite d'un investissement de 24 M€. Au Maroc, il met en service une chaudière à biomasse sur son site localisé à Tanger, à la suite d'un investissement de 3 M€.

**Danone** rénove et agrandit son usine localisée à Al-Obour, en Egypte, moyennant 42 M€. Aux Etats-Unis, il vend sa filiale de produits laitiers biologiques Horizon Organic au fonds d'investissement **Platinum Equity**. En Inde, il consacre 20 M€ à la structuration de sa collecte de lait autour de son usine localisée à Lalru dans le Punjab.

## EUROPE DE L'OUEST

**EN ALLEMAGNE**, **Ammerland** agrandit sa fromagerie de Wiefelstede. **Arla Foods** investit 30 M€ sur 3 ans au sein de son site de fabrication de produits laitiers frais localisé à Uphal. **Lactalis** construit un nouvel entrepôt à Steinau an der Strasse moyennant 55 M€. **Müller** accroît la capacité de son usine de yaourts à Aretsried pour fabriquer des produits à la marque **Landliebe** (Fig.1).

Début 2025, le groupe de distribution **Edeka** acquiert le transformateur laitier **Uckermärker Milch**.

**EN AUTRICHE**, **Berglandmilch** investit 5M€ sur le site d'Aschbach pour le doter d'un nouveau magasin de produits laitiers et de bureaux additionnels.

En parallèle, il équipe son site de Klagenfurt d'une ligne de conditionnement de lait liquide SmileBig 24 auprès de **SIG. Nöm** met en service un nouvel atelier de conditionnement de boissons lactées à Baden pour 30 M€.

**EN BELGIQUE**, le groupe néerlandais **A-Ware** acquiert le transformateur laitier **The Dairy Food Group**. **Danone** finalise un plan d'investissement de 145 M€ sur 5 ans pour moderniser et décarboner les fabrications de son usine de Rotselaar. Les deux groupes fromagers **Flanders Food Production** et **Vache Bleue** fusionnent et créent l'entité **European Dairy Company**. **Lactalis** construit une nouvelle tour de séchage sur le site de Walhorn, moyennant 16 M€. La coopérative irlandaise **Lakeland Dairies** acquiert le fabricant de beurre texturé **De Brandt**. **Milcobel** vend au fonds d'investissement américain **Davidson Kempner** sa filiale **Ysco** dédiée à la fabrication de crèmes glacées, qui comprend deux usines localisées à Langemark (BE) et à Argentan (FR) fabriquant 190 millions de litres par an. En parallèle, la coopérative belge annonce un projet de fusion avec la coopérative néerlandaise **FrieslandCampina**.

**AUX PAYS-BAS**, le groupe chinois **Ausnutria** prend le contrôle du spécialiste des ingrédients à base de lait de chèvre **DPC Food** en rachetant la participation de 50% détenue par **Centurion Food BV** pour 2 M€. En parallèle, il devient l'unique actionnaire du fabricant de fromages de chèvre **Amalthea**, en acquérant pour 22 M€ la participation de 50% qu'il ne détient pas encore. **FrieslandCampina** agrandit la capacité de transformation de lactosérum de son site de Workum moyennant 30 M€.

Il optimise la production de dérivés du sérum destinés à la fabrication de lait infantile à Gerkesklooster pour 20 M€. Le groupe belge **Inex** acquiert **Veco Zuivel** auprès de **Farmel**. Le fabricant belge de fromages fondus **St Paul** rachète son homologue néerlandais **ERU**. **Vreugdenhil** se dote d'un nouvel entrepôt à Barneveld, d'une capacité de stockage de plus de 10 000 palettes.

En parallèle, **FrieslandCampina** poursuit son développement industriel hors Europe. Au Nigeria, sa filiale **FrieslandCampina Wamco**, impliquée dans un programme de développement de la production laitière locale mené par l'entité **The Value4Dairy Consortium**, reçoit une dotation de 5 M€ de la **fondation Bill & Melinda Gates**.

**EN SUISSE**, le groupe italien **Newlat** prend une participation de 11% dans **Hochdorf**. Ce dernier cède au fonds d'investissement **AS Equity Partners** sa filiale **Hochdorf Swiss Nutrition**.

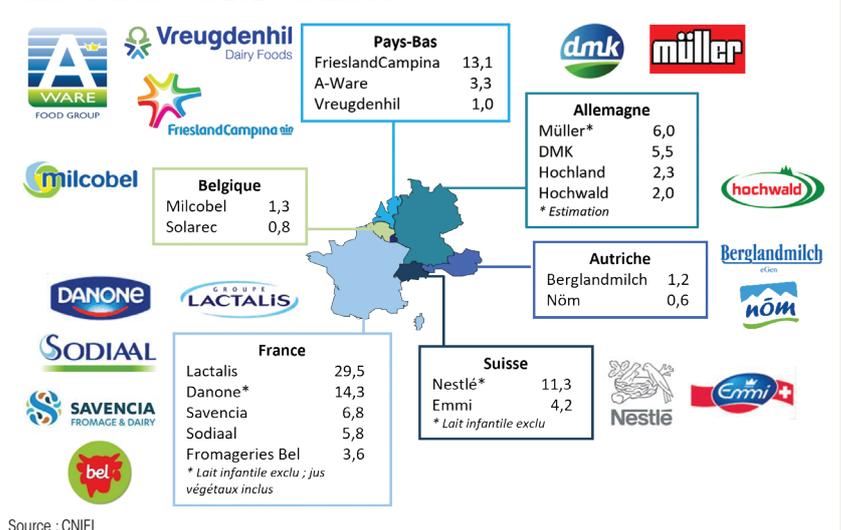
Au Nigeria, via sa filiale **Fan Milk**, **Danone** reçoit 5 M€ de la fondation **Bill & Melinda Gates** pour aider au développement de la production laitière de 12 000 éleveurs traditionnels. En parallèle, il met en service une nouvelle ligne de fabrication de yaourts à boire dans son usine localisée à Ibadan. En Russie, il cède l'intégralité de ses activités de fabrication de produits laitiers et d'alternatives végétales pour 210 M€ à **Vamin Tatarstan**.

**Lactalis** acquiert auprès de **Nestlé** deux sites de fabrication de crème à café à la marque **Cremona** en Afrique du Sud, situés à Babelegi et Potchefstroom, et un site au Zimbabwe à Harare. En Australie, il ferme le site d'Echuca et investit 52 M€ sur 3 ans dans l'usine de Bendigo pour augmenter ses capacités. Au Brésil, il consacre 43 M€ à la rénovation de ses cinq usines localisées dans le Minas Gerais à Ravena, Pouso Alto, Para de Minas, Sete Lagoas et Uberlândia. En Colombie, il investit 4 M€ au sein de ses trois sites de fabrication de produits laitiers. Aux Etats-Unis, il consacre 51 M€ à l'accroissement des fabrications de fromage de type feta sur son site de Tulare (CA), et acquiert auprès de **General Mills** l'activité locale de **Yoplait**.

De son côté, **Sodiaal** acquiert auprès de **General Mills** l'activité de **Yoplait** au Canada.

FIG. 1 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2023 en milliard €



Source : CNIEL

# 5 LES TRANSFORMATEURS



## EUROPE DU NORD

**AU DANEMARK**, Arla Foods investit 32 M€ pour doter le site de sa filiale **Danmark Protein** d'une pompe à chaleur électrique et accroît la capacité de fabrication de boissons lactées de son site localisé à Esbjerg moyennant 27 M€. Il équipe le site de Holsterbro d'un procédé de stockage d'énergie durable à base de sel fondu, en partenariat avec le groupe danois **Hyme Energy** (Fig.2).

En parallèle, **Arla Foods** poursuit son développement industriel hors Europe. Au Bangladesh, il met en service une nouvelle usine de lait UHT à Gazipur moyennant 15 M€.

**EN FINLANDE**, Arla Foods dote son site de Sipoost d'une nouvelle ligne de fabrication de snacks pour 11 M€. Valio investit 10 M€ dans la gestion des produits surgelés au sein de son usine localisée à Suonenjoki. Il modernise son site de fabrication de poudre de lait localisé à Seinäjoki moyennant 70 M€ et accroît la capacité de sa fromagerie de Lapinlahti pour 60 M€.

**EN IRLANDE**, les coopératives **Arrabawn** et **Tipperary** annoncent un projet de fusion. Les éleveurs sociétaires de **Kerry Co-op** approuvent la reprise des actifs laitiers irlandais de **Kerry Group** pour 500 M€. Ce dernier accroît de 50% sa capacité de fabrication de Cheestings sur le site de Charleville. **Lakeland Dairies** augmente de 20% la capacité de conditionnement de lait liquide de son site de Killeshandra. Le groupe japonais **Meiji** investit 10,5 M€ pour développer la fabrication de lait infantile sous forme de tablettes pré-dosées sur le site de **Danone** à Wexford.

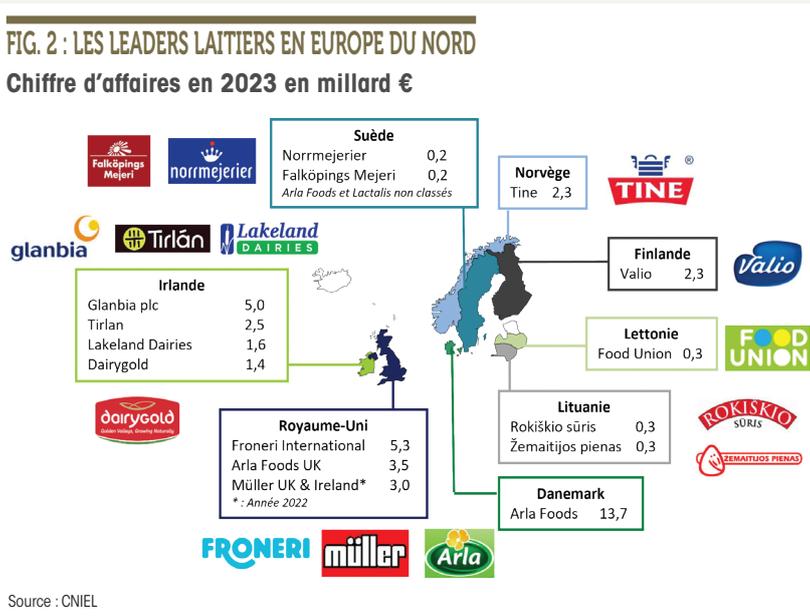
**EN LETTONIE**, le fonds d'investissement **PAG** basé à Hong Kong prend le contrôle du principal groupe laitier letton **Food Union**. Celui-ci investit 2,7 M€ dans la rénovation de trois lignes de conditionnement de cream cheese, de snack laitier et de crèmes glacées. Le groupe lituanien **Vilvi** projette d'investir 50 M€ dans une nouvelle fromagerie à Bauksa.

**EN LITUANIE**, Rokiškio Suris rachète la participation minoritaire que détenait **Fonterra** dans son capital.

**EN NORVEGE**, Tine investit 2 M€ pour accroître les fabrications de cottage-cheese du site de Frya et construit un nouvel entrepôt de 1 500 m² à Vestfold.

Début 2025, **Tine** annonce la fermeture de deux fromageries localisées à Ørsta et Tresfjord et investit en parallèle 129 M€ dans la fromagerie de Verdal et 60 M€ dans celle de Byrkjelo.

**AU ROYAUME-UNI**, Arla Foods acquiert la division dédiée à la valorisation du lactosérum de Volac. En parallèle, il accroît la capacité de conditionnement de lait ESL de son site de Stourton moyennant 77 M€, investit 40 M€ à Lockerbie, 18 M€ à Westbury, 9 M€ à Aylesbury et enfin 213 M€ dans la fabrication de mozzarella à Taw Valley. **Builers Farmhouse Cheeses** acquiert **Hampshire Cheese**. L'armateur français **CMA CGM** rachète le transporteur de lait **Wincanton**. **Dale Farm** accroît la capacité de sa fromagerie localisée dans le comté de Tyrone en Irlande du Nord, de 20 000 tonnes par an, moyennant 83 M€. Le groupe allemand **Ehrmann** acquiert l'entreprise **Cornish Farm Dairy**, au sein de laquelle il investit 24 M€. **First Milk** acquiert le fabricant de produits laitiers ultra-frais **BV Dairy**. Le grossiste en fromages premium **Harvey & Brockless** est racheté par **Compleat Food Group**. **Müller** acquiert le fabricant de poudre de lait **Yew Tree Dairy**. **Ornua Nutrition Ingredients** vend son activité britannique de fabrication et de mélange au fabricant de milkshake **Aymes**. Le groupe britannique **Volac** vend au groupe néerlandais **Denkavit** trois sites de fabrication d'aliments d'allaitement pour animaux localisés au Royaume-Uni, en Irlande et en Italie. **Wensleydale Creamery** double sa capacité de fabrication de fromage fumé.



## EUROPE DU SUD

**A CHYPRE**, **Hellenic Dairies** met en service une nouvelle usine de fabrication d'Halloumi d'une capacité de 18 000 tonnes par an à Nicosie, moyennant un investissement de 70 M€.

**EN ESPAGNE**, le groupe de distribution **Bon Preu** acquiert le site de fabrication de **Danone** localisé à Parets del Vallès pour 30 M€. **Capsa Food** devient l'unique actionnaire de **Lácteos Flor de Burgos** en rachetant les 50% restants de son capital. En parallèle, il acquiert 40% du fabricant de fromage à tartiner **Innolact**. Le groupe alimentaire **Idilia Foods** acquiert 50% du fabricant de boissons lactées **Cacaolat**. **Kaiku**, filiale du groupe suisse **Emmi**, prend une participation de 9,64% dans **Iparlat** pour 4,2 M€. **Lactalis** consacre 6 M€ à la modernisation des outils de transformation de sa filiale **Forlasa**. **La Fageda** investit 4 M€ pour accroître sa capacité de fabrication de yaourts. **Queserías Entrepinares** finalise un plan d'investissement de 70 M€ sur deux ans pour augmenter ses fabrications de fromages. **Quesos La Vasco-Navarra** investit 2,4 M€ dans le développement de sa capacité de râpage et de tranchage de fromages. Le fabricant de produits ultra-frais Reina acquiert une nouvelle usine de fabrication de yaourts dans la région de La Rioja, via une prise de participation majoritaire dans **Tradición Casera** (Fig.3).

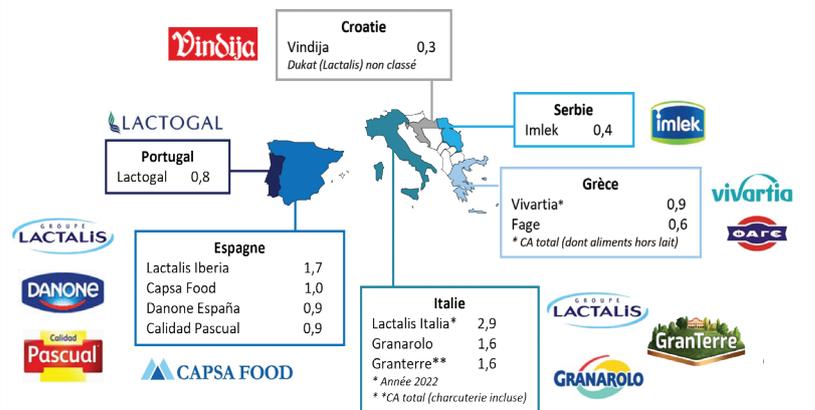
**EN GRECE**, le groupe autrichien **Berglandmilch**, via sa filiale grecque **Desserta Hellas**, acquiert le fabricant de feta **Doriki SA**.

**EN ITALIE**, le fabricant britannique de crèmes glacées **Froneri** construit un nouvel entrepôt à Ferentino pour 70 M€. **Granarolo** consacre 20 M€ à l'accroissement des fabrications de fromages frais de type Burrata sur le site de Gioia del Colle. Le grossiste-importateur espagnol de produits laitiers **Iberconseil** acquiert **Disalp** et **Adonis**, deux de ses confrères opérant essentiellement sur le marché italien. **Latteria Soresina** et **Zanetti** reprennent conjointement Saviola. Sabelli acquiert auprès de la coopérative **Mila** sa filiale **Stella Bianca**.

**AU PORTUGAL**, **Lactalis** rachète le groupe **Sequeira & Sequeira**, dont les activités fromagères de sa filiale **Lacticínios do Paiva**. **Lactogal** acquiert le groupe **Queijos Santiago**.

FIG. 3 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2023 en milliard €



Source : CNIEL

## EUROPE DE L'EST

**EN HONGRIE**, **EMIH**, la fédération juive hongroise, fait l'acquisition de **Alföldi Garabonciás Kft. Tolnatej** dote son usine de Szekszárd de nouvelles machines de conditionnement de lait liquide des équipementiers norvégien **Elopak** et japonais **Shikohu** (Fig.4).

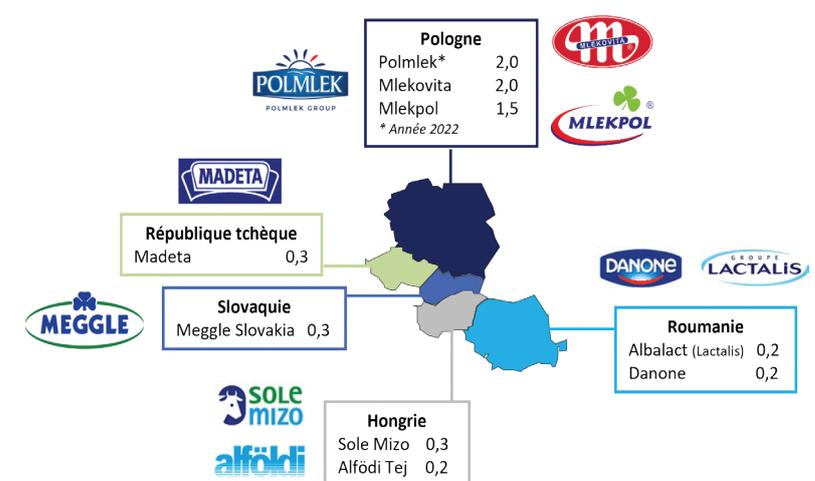
**EN POLOGNE**, la coopérative allemande **DMK** devient l'unique propriétaire du fabricant de poudres de lait **Mlekoma**, en acquérant la participation de 49% détenue par le saoudien **Sadafco**. **Mlekovita** fusionne avec la coopérative laitière **KaMos**.

**EN ROUMANIE**, **Danone**, en partenariat avec **Polaris**, investit 7 M€ pour dynamiser la production laitière locale. En parallèle, il équipe son usine de yaourts localisée à Bucarest de 2 350 panneaux photovoltaïques moyennant 1 M€. La laiterie **Provertia** se lance dans la fabrication de fromages de type telemea, à la suite d'un investissement de 3 M€. **Teletext** investit 5,2 M€ dans la modernisation de sa ferme et de son unité de transformation laitières.

**EN SLOVENIE**, **Ekolat** augmente de 50% sa capacité de fabrication de mozzarella, via l'installation d'une troisième ligne de fabrication.

FIG. 4 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2023 en milliard €



Source : CNIEL

6

# QUELLES PRÉVISIONS POUR 2025 ?

## La production européenne sous la pression des épizooties et des troubles géopolitiques

Après avoir rebondi en 2024, la production laitière de l'UE-27 pourrait légèrement s'éroder en 2025 dans un contexte sanitaire et géopolitique instable. Le retour au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis modifie nettement le panorama mondial sur les plans économiques et politiques : rétablissement de droits de douanes soutenus, ouverture et fermeture. Si les effets sur le prix du lait pourraient être limités par le faible dynamisme de la production laitière dans plusieurs grands bassins laitiers exportateurs, l'évolution des cours des commodités laitières devrait rester dépendante de l'intensité de la guerre commerciale initiée par l'administration Trump. Et les prix des intrants, fortement liés aux cours de l'énergie et des grains pourraient être soumis à des aléas importants en 2025.

Dans l'UE, le recul de la production devrait probablement se traduire par un repli de la consommation domestique comme des exportations. Cependant, les expéditions sous forme de fromages et secondairement de poudre de lactosérum devraient continuer de croître.



### EUROPE 2025

TAB. 1 : BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2021	2022	2023	2024e	2025p	2025/24
<b>Vaches laitières en décembre (millions de têtes)</b>	20,2	20,1	19,9	19,4	19,1	-1,5%
<b>Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)</b>						
Production laitière	154,0	154,0	154,0	155,0	153,0	-1,0%
Collecte laitière	144,0	143,7	143,8	144,5	143,0	-1,0%
Variation de stock	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	
Importations	3,0	3,5	3,1	3,0	3,0	0%
Exportations	26,6	25,1	25,9	25,5	25,4	0%
Utilisations européennes	130,2	131,9	130,8	132,0	130,6	-1%
<b>Fabrications (1 000 tonnes de produits)</b>						
Fromages	9 445	9 493	9 635	9 853	9 950	+1%
Beurre	2 322	2 297	2 331	2 295	2 250	-2%
Poudres de lait	2 038	2 087	2 020	2 018	1 970	-2%
Poudre de lactosérum	2 177	2 203	2 230	2 253	2 268	+1%

e : estimations  
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat & prévisions propres

Comme les années passées, le rythme de croissance de la production laitière reste naturellement sous la menace d'aléas climatiques et environnementaux. Mais l'année 2025 du secteur laitier européen devrait être particulièrement marquée par des contraintes sanitaires avec le développement de certaines fièvres bovines (FCO, fièvre aphteuse) et surtout par des préoccupations grandissantes autour de certains déterminants économiques (« guerre économique » initiée par Trump, croissance mondiale, demande chinoise...) et géopolitiques (suite de la guerre en Ukraine, conflit israélo-palestinien...). L'exercice de prévision s'avère particulièrement difficile...

### Poursuite de la baisse du cheptel en 2025

En 2025, le cheptel laitier de l'UE-27 devrait probablement baisser à un rythme aussi soutenu qu'en 2024 où la FCO a eu des effets importants dans le Nord et l'Est de l'Europe (-1,5% à 19,1 millions de vaches). Les effets des épizooties pourraient être encore importants, la FCO touchant davantage de régions et le foyer de fièvre aphteuse détecté récemment en Hongrie s'étend désormais en Slovaquie. Des conditions climatiques défavorables à la production fourragère (observées plusieurs fois lors des dernières campagnes) ou une conjoncture laitière plus compliquée, marquée par un prix élevé des réformes, pourraient accélérer le recul (Tab.1).

**En France**, le cheptel laitier pourrait reculer plus rapidement qu'en 2024, en raison des effets de la FCO (décalage des saillies et inséminations fécondantes, nombreux avortements qui peuvent conduire à des réformes, forte mortalité des veaux). Son évolution dépendra également du rythme des cessations d'activité, qui devrait rester élevé, bien qu'un peu moins marqué chez les éleveurs cessant avant la retraite, encouragés par la hausse des prix du lait. Ainsi, le cheptel poursuivrait son déclin, avec une baisse estimée aux alentours de -2 à -2,5% d'une année sur l'autre. Durant l'hiver 2025, les éleveurs disposeront de fourrages de moindre qualité par rapport à 2024, mais bénéficieront de

## EUROPE 2025

concentrés accessibles grâce à des coûts d'alimentation plus abordables. Malgré une légère hausse attendue du prix du lait, les livraisons hivernales et printanières devraient reculer sensiblement, pénalisées par la FCO. Le printemps, qui devrait être moins pluvieux qu'en 2024, offrira de meilleures conditions pour la mise à l'herbe des vaches. Par ailleurs, l'augmentation de la productivité laitière devient un enjeu central pour de nombreux éleveurs, soucieux d'optimiser leurs volumes de production et soutenus en ce sens par leur laiterie. Toutefois, les préoccupations sanitaires restent vives, en raison de l'impact des maladies bovines sur le long terme. Si certains facteurs, comme le prix du lait et l'alimentation du troupeau, soutiennent la dynamique de production, les contraintes sanitaires risquent de freiner fortement la collecte. Ainsi, la production laitière française pourrait enregistrer une baisse de 2 à 3 % au premier semestre et, au mieux, se stabiliser sur la seconde moitié de l'année, à condition qu'aucun nouvel aléa sanitaire ou climatique ne vienne perturber la filière.

**En Allemagne**, la production laitière a légèrement reculé en 2024, principalement en raison de la FCO et malgré une hausse significative du prix du lait. Alors que le cheptel devrait poursuivre sa baisse en 2025, le prix du lait devrait rester soutenu. Les livraisons devraient baisser en 2025, en particulier au 1<sup>er</sup> semestre, sous l'effet persistant de la FCO. En résumé, la production allemande pourrait baisser de -2 à -3% en 2025 seulement si la qualité et la disponibilité de l'alimentation pour le bétail restent satisfaisantes et qu'aucun autre aléa sanitaire ou climatique n'affecte la filière ; sans cela, la baisse pourrait être plus marquée.

**Aux Pays-Bas**, si l'évolution de la production laitière demeure toujours conditionnée à la mise en œuvre des politiques environnementales plus contraignantes, c'est d'abord l'émergence et le développement du sérotype 3 de la FCO depuis septembre 2023 qui a été déterminant. Après avoir marqué le pas au 2<sup>nd</sup> semestre 2023, la production laitière a été affectée par des prix bas au 1<sup>er</sup> semestre 2024 et par les effets de la FCO. En 2025, elle pourrait au mieux se stabiliser proche du seuil de 13,5 Mt, voire connaître un nouveau repli.

**En Irlande** après le revers subi en 2023 du fait d'une météo très pluvieuse tout au long de l'année, le bilan de 2024 reste mitigé : avec un 1<sup>er</sup> semestre en berne, la collecte annuelle a fini en dessous du faible niveau de 2023 (-0,5%). Alors que la fin de la dérogation à la directive nitrates est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2026, le cheptel a reculé à moins de 1,5 million de vaches fin 2024 (-2%/2023). Si les conditions climatiques étaient exceptionnellement favorables en 2025, la collecte pourrait rebondir de +2 à +3%, restant cependant toujours en deçà des 9 Mt de lait, plafond atteint deux années de suite en 2021 et 2022. Le prix élevé des réformes constaté début 2025 pourrait néanmoins affecter cette prévision optimiste.

**La Pologne** laitière reste stimulée par un prix du lait rémunérateur et un niveau plus soutenu des aides de la PAC. Avec le repli du cheptel fin 2024, la croissance de la collecte pourrait se maintenir grâce aux gains de productivité voire atteindre +2%, sauf incident climatique important. En revanche, la collecte laitière devrait se stabiliser voire reculer dans la plupart des autres pays **d'Europe du Nord et de l'Est**. À l'exception possible de la Roumanie où la collecte laitière est soutenue par l'effet de la poursuite de la structuration d'une filière laitière « industrielle ».

Enfin, la collecte pourrait se stabiliser en **Italie**, après le rebond de 2024, favorisée par une météo plus clémente. Dans le reste du Sud de l'Europe, les évolutions de collectes resteront dépendantes des aléas climatiques.

## La production laitière face aux épizooties

Après le rebond de 2024, la production laitière de l'UE-27 pourrait s'éroder alors que différentes épizooties affectent la production en ce début d'année 2025. Dans l'hypothèse d'une année climatique normale et d'une conjoncture laitière favorable, ce qui reste incertain. En 2025, la collecte laitière de l'UE-27 pourrait se replier de -1,0% /2024 d'après nos estimations, soit -1,45 Mt à 143,0 Mt de lait.

Le recul de collecte ne devrait pas affecter les fabrications de fromages (+1%/2024 à 9,95 Mt) alors que la demande mais aussi les constructions d'atelier de production devraient rester dynamiques. Près des deux tiers des fabrications supplémentaires pourraient s'écouler sur le marché intérieur, le reste étant orienté sur un marché export pays tiers, perturbé par les tensions géopolitiques (+2% à 1,4 Mt).

Alors que la production de fromages devrait être favorisée, celles de beurre et de lait écrémé en poudre devraient reculer. Pour le beurre, si les prix au détail et le cours du beurre se sont stabilisés, voire ont même reflué début 2025, ils restent soutenus. Avec des fabrications en léger retrait au profit notamment de la crème, la demande intérieure comme les exportations de beurre pourraient reculer (-2% /2024 à respectivement 2,0 millions de tonnes et 270 000 tonnes).

Les fabrications de poudre maigre pourraient reculer légèrement (-2% à 1,4 Mt) comme celles de poudres grasses (-3% à 590 000 t). Ce recul de fabrications se traduisant par un recul des exportations des deux types de produits (de respectivement -2% et -4%). La demande chinoise plus faible pourrait continuer d'affecter les marchés mondiaux et la concurrence renforcée de la Nouvelle-Zélande sur les poudres grasses devrait peser.

Les fabrications de produits de grande consommation (laits conditionnés, ultra-frais et crème conditionnée) dans leur ensemble devraient être stationnaires avec une demande plus dynamique que la demande internationale.

## Les exportations limitées par les tensions géopolitiques

Le redressement des exportations européennes de produits laitiers initié en 2023 aura été de courte durée. Après le reflux en 2024, les exportations tous produits laitiers confondus pourraient légèrement se replier aux alentours des 25,3 millions de tonnes équivalent lait (TEL) en 2025, dans un contexte géopolitique plus qu'incertain. Nous tablons sur une stabilité des importations (portées à 3,0 millions de TEL), lesquelles couvriront toujours moins de 2,5% de la demande européenne. Avec une collecte en léger retrait, la consommation de l'UE-27, tous produits laitiers confondus, atteindrait un peu moins de 131 millions de TEL. D'après nos estimations, avec une démographie légèrement croissante, la consommation par habitant reviendrait à un niveau proche de 2023, à 290 litres équivalent lait.

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2024  
Perspectives 2025

N° 557  
Mars 2025

# Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :  
[www.idele.fr](http://www.idele.fr)



Dossier marchés mondiaux -  
Viande bovine -  
Année 2023 Perspective 2024  
n°551 - Juin 2024



Dossier viande ovine française -  
Où va l'agneau ? -  
n°552 - Août 2024



Dossier - Bovins lait et viande -  
Inde  
n°553 - Novembre 2024



Dossier viande de veau -  
Où va le veau ?  
n°554 - Décembre 2024



Dossier annuel -  
Bovins viande -  
Année 2024 Perspective 2025  
n°555 - Janvier 2025



Dossier viande de boeuf -  
Où va le boeuf ?  
n°555 - Février 2025

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Corinne MAIGRET et Jenny LEFEUVRE (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Couverture ©DROPSTOCK - P2 ©A.AMY/CNIEL ©L.PAGE/CNIEL - P3 ©A.LECREF/CNIEL ©L.PAGE/CNIEL ©A.ROCHE/CNIEL ©A.BERTIN/CNIEL - P17 ©Lye\_Fotolia - P18 ©Coutausse/CNIEL - P19 ©L.PAGE/CNIEL - P20,P21 ©M.Laurent/IDELE - P22 ©C.Maigret/IDELE - P23 ©D.Faradji/IDELE - P32 ©S.Fraisse/CNIEL - P34 ©DR IDELE - P36 ©Milet Germain Earl de l'Isle

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0025501004

Version numérique téléchargeable gratuitement sur [www.idele.fr](http://www.idele.fr)

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**